

Rapport d'activité

Trajectoire Ressources
Centre de ressources politique de la ville



2025

Sommaire

● Rapport moral et d'orientation

p.4

● L'équipe de Trajectoire Ressources

p.6

● Dimension nationale

p.8

● Géographie d'intervention 2025

p.12

● Nos missions

p.14

● Sensibilisation à la politique de la ville

p.16

● Développement économique & emploi

p.18

● Participation citoyenne

p.21

● Développement urbain & cadre de vie

p.24

● Transitions

p.26

● Médiation sociale

p.29

● Lutte contre les discriminations

p.32

● Questions éducatives

p.34

● Culture

p.37

● Gouvernance & animation territoriale

p.39

● Chantiers exploratoires

p.45

● Information-Communication

p.49

● Perspectives 2026

p.54

Directeur de la publication : Benjamin COIGNET •
Rédaction : Ce rapport d'activité 2025 a été écrit par l'ensemble des membres de l'équipe de Trajectoire Ressources •
Conception : Trajectoire Ressources •
Illustrations : Trajectoire Ressources •
Impression : Est Imprim •
ISBN : 979-10-90774-27-8 •
Mars 2026 • Document téléchargeable sur :
www.ressources-ville.org

Rapport moral et d'orientation

Éthique et engagement

Je suis très honoré de pouvoir rédiger le rapport moral de Trajectoire Ressources (TR) à l'occasion de la célébration des 20 ans de son existence. Un rapport moral dans des temps où la moralité n'est pas toujours à la page, aux États-Unis d'abord, mais peut-être ailleurs aussi, voici un défi que je me réjouis de relever...

Un défi que je vous propose de relever en m'appuyant sur la carte d'identité de TR qui finalement lui a permis de durer avec une constance adaptative tout au long de ses 20 ans.

TR a d'abord porté une posture éthique forte très liée à sa situation particulière entre des acteurs de terrain dans les quartiers et la politique de la ville portée par les administrations publiques. Une éthique qui s'est traduite cette année par une reconduction des partenariats stables depuis des années avec l'État, le conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Pays de Montbéliard Agglomération et d'autres collectivités que nous remercions encore pour leur confiance et leur soutien.

Mais pourquoi nous faire confiance ? Peut-être pour des raisons que nous avons essayé de mettre en œuvre encore cette année : permettre à des acteurs de toutes sortes de se rencontrer, selon des modalités variées (webinaires, publications et communication, regroupements locaux, ateliers...), et sans à priori ; rester en veille par rapport aux thématiques importantes pour les territoires toujours en évolution (la culture, la laïcité, l'éducation et la co-éducation, la santé mentale, la sécurité, le vieillissement, la participation, le sport et les loisirs, les discriminations...); qualifier les acteurs quelques soient leur hauteur administrative ou leur force associative pour qu'ils puissent trouver leur place dans les nombreux dispositifs de la politique de la ville (appropriation des logiques et cadres des contrats de ville, accompagnement

d'évaluations d'actions, qualifications d'acteurs portés par des dispositifs comme les médiateurs adultes relais par exemple...); et rester dans un équilibre bienveillant pour que des contradictions, voire les oppositions (dans le champ parfois par exemple de l'environnement, du développement économique, des discriminations...) restent en situation de travail pour rendre possible l'avancement de projets en direction de la population. Maintenir le lien pour maintenir le cap... Et ce dans une posture militante associative suivie par le conseil d'administration très investi, car être militant c'est être assez fort pour sortir de ses certitudes pour créer du commun. Une éthique pas facile à tenir de nos jours.



Cette posture éthique demande beaucoup d'engagements pour rester au contact du terrain, de manière pérenne, ce qui n'est possible que si la confiance est entretenue et jamais déçue. Cela passe par de nombreux déplacements, des mobilisations tenaces d'acteurs qui resteraient sinon trop à la périphérie de la politique de la ville, des contacts toujours à réveiller pour les concilier avec d'autres, anciens et nouveaux. De la diplomatie aussi... L'utilisation du Fonds Social Européen est un exemple

de cette dynamique, mais les mobilisations ponctuelles et occasionnelles en fonction des besoins repérés par les acteurs de terrain en témoignent.

Cette mobilisation se fait grâce à une équipe mobilisée dans tous les domaines, et qui fait plaisir à voir dans des moments pas toujours simples où l'incertitude des financements publics peut laisser craindre des déséquilibres que l'on perçoit dans d'autres territoires en France. Pour que cet état d'esprit perdure, l'équipe de direction entretient des temps collectifs et individuels pour aider chacun à trouver sa place... avec les autres. Aujourd'hui, l'équilibre est tenu, et l'éthique toujours possible à porter. La mobilisation, ADN de TR, est d'autant plus marquée cette année, grâce à la venue d'une nouvelle cheffe de projet (Charlotte HUGON) déjà pleine de dynamisme et de curiosité et par la présence stimulante d'un apprenti, Valentin GOUINEAU (en licence professionnelle cette année) que nous espérons pouvoir garder sous le même statut encore deux ans dans le cadre d'un master... La présence de notre fidèle consultante Marie-Pascale GUYON permet enfin d'investir des espaces dans les cités éducatives avec l'imagination qui caractérise ses projets et la ténacité de sa présence partout où c'est possible, au local comme au national... Pas besoin de lui demander ses papiers pour être sûr qu'elle a toujours sur elle la carte d'identité de TR...



La transmission de l'esprit TR est donc toujours en cours, signe de vie d'une association qui sait pour autant rester en contact avec le passé, en particulier grâce à la présence de son ancien directeur, Jean-Luc MICHAUD, dans le comité d'histoire de la politique de la ville.

TR, c'est aussi une présence au niveau national, dans le réseau des centres ressources politique de la ville (CRPV). Cette présence permet de coller aux réflexions en lien avec l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT), avec des commissions dans lesquelles siègent quasiment tous nos salariés. Merci à eux... La participation au regroupement annuel des CRPV à Marseille a permis cette année de découvrir des initiatives innovantes et partager des connaissances entre partenaires. Et d'annoncer que nous organiserons en octobre de cette année 2026 ce regroupement dans la région, en plus de nos 20 ans à célébrer. 20 ans donc, un âge qui peut paraître pour certains déjà conséquent, mais que la jeunesse de ses salariés ne cesse de réveiller !! Et oui, que voulez-vous, c'est la conjugaison du passé et du présent qui, en s'appuyant sur la carte d'identité de TR (qui j'espère permet de saisir le visage hors du temps d'un acteur à la hauteur de vos espérances), permet de rester à travers les ans aussi printanier !!

Alors, on repart ensemble ? Pour 20 autres années ? Nous, on est prêts ●

Guillaume JEHANIN, Président de Trajectoire Ressources

L'équipe de Trajectoire Ressources

Les membres du conseil d'administration et l'équipe de Trajectoire Ressources au 31 décembre 2025.

Le conseil d'administration

Guillaume JEHANIN - Président

Professeur agrégé en sciences économiques et sociales

Nevin AYDIN - Trésorière

Directrice du Centre Social - Maison Pour Tous à Bavans

Nathalie VIENNE - Secrétaire

Responsable petite enfance et réussite éducative au CCAS de Montbéliard

Ersin ARSLAN

Responsable Pôle Culture et Manifestations à la ville d'Audincourt

Mohamed BENCHAGRA

Coordinateur Service Politique de la Ville, Solidarités, Jeunesse à la Ville de Luxeuil-les-Bains

Myriam DAFRI

Directrice de la MJC de Sochaux

Sonia KELLENBERGER

Responsable de filière DEIS à l'IRTESS de Bourgogne

Dimitri LACLEF

Délégué territorial à l'animation à Léo Lagrange - Centre est

Ophélie PERRIGUEY

Directrice de la MFR du Pays de Montbéliard

Claire PFAUWADEL

Directrice de Trajectoire Formation

Caroline VALDENNAIRE

Directrice générale - Groupe Profession Sport et Loisirs 25-70-90



L'équipe

Benjamin COIGNET

Directeur

07 86 45 19 63

benjamin.coignet@ressources-ville.org

Marion ROUSSEAU

Directrice adjointe

06 81 50 45 79

marion.rousseau@ressources-ville.org

Inès BAQUET-CHATEL

Responsable communication

06 26 99 55 97

ines.baquetchatel@ressources-ville.org

Valentin GOUINEAU

Chargé de mission en apprentissage

06 98 84 42 06

valentin.gouineau@ressources-ville.org

Charlotte HUGON

Cheffe de projet

06 63 22 46 27

charlotte.hugon@ressources-ville.org

Aurélije JEANGERARD

Responsable administrative et financière

06 73 01 26 25

aurelie.jeangerard@ressources-ville.org

Léonie TIACKET

Cheffe de projets

06 14 63 07 98

leonie.tiacket@ressources-ville.org

Les changements survenus en 2025 :

- fin du contrat au 1^{er} septembre 2025 d'Antoine BEJEAN, responsable d'études depuis le 1^{er} octobre 2021 ;
- accueil depuis le 21 juillet 2025, dans le cadre d'un contrat d'apprentissage, de Valentin GOUINEAU afin de renforcer le travail sur les thématiques d'égalité femmes-hommes, l'intelligence artificielle ;
- recrutement de Charlotte HUGON en tant que cheffe de projet au 2 décembre 2025 sur les questions d'égalité femmes-hommes, santé et de l'emploi.

DIMENSION NATIONALE

Animation de
réseaux

Partenaires

Groupes de
travail

Sensibilisation

Pour Trajectoire Ressources, le label de centre ressources politique de la ville induit l'implication sur une échelle nationale. En 2025, nous avons renforcé notre participation à des instances et conduit des travaux avec des partenaires et d'autres CRPV.

Actif dans le réseau national des CRPV

Le Réseau National des Centres Ressources Politique de la Ville (RNCRPV) a mis en place une structuration depuis la fin de l'année 2023 composée d'un conseil d'administration, de cercles représentatifs et de groupes de travail. Avec l'arrivée d'un coordinateur national, l'année 2025 a été l'occasion de tester cette organisation sur une année complète.

Trajectoire Ressources a pris toute sa part dans cette dynamique nationale. Nous nous sommes fortement investis dans différents groupes de travail qui ont permis d'animer des temps et de qualifier les acteurs à différentes thématiques : égalité femmes/hommes, sport, communication, évaluation et mesure d'impacts, transition écologique, participation citoyenne, développement économique.

La vie d'un réseau étant souvent ponctuée de temps forts, le regroupement annuel des équipes a été inscrit dans les programmes de travail de chaque CRPV. Ainsi, pour la 10^{ème} édition, nous nous sommes retrouvés à Marseille en octobre, durant trois jours. Lors de la journée avec les partenaires, nous avons voulu changer de regard pour mieux comprendre, pour mieux voir les ressources, les potentiels ... et sortir de la logique de « rattrapage des manques » et être davantage sur une projection positive des territoires. Les autres journées étaient réservées à de l'interconnaissance, des visites de sites et des ateliers de travail sur le réseau.

L'année 2025 a été par ailleurs l'occasion d'avancer sur la production d'une contribution nationale destinée à l'ANCT intitulée : « L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties : un moyen de (ré)investir les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité ? ». Elle s'appuie sur une enquête menée dans les territoires et sera livrée en 2026 ; elle présente les avancées depuis la signature de la loi Lamy de 2015 et brosse les problématiques saillantes à la mi-parcours des contrats « Engagements quartiers 2030 ».

Enfin, une séquence marquante a été le déplacement de plusieurs directrices et directeurs à Mayotte en novembre, pour appuyer



le développement du CRPV accueillant autour du passage de l'île en « 100% QPV ». Les spécificités du territoire et des actions menées localement ont été présentées : nous avons vu l'impact des ingénieries locales et des problématiques de migration dans le pilotage de la politique de la ville, un temps d'échanges avec le sociologue Abdallah COMBO sur le contexte socio-culturel mahorais et deux visites de terrain dans les quartiers prioritaires de Mamoudzou et de Dombeni ont d'ailleurs été très éclairants.

Zoom sur la fonction ressources

Dans le cadre de l'animation des réseaux d'acteurs de la politique de la ville, l'ANCT fait élaborer annuellement des focus sur les CRPV, permettant d'éclairer sur le cadre de leur activité. En 2025, un zoom a été réalisé sur la fonction ressources. Ce focus rend compte de la manière dont les activités de veille, de capitalisation, de valorisation et de transferts de connaissances sont traitées par les CRPV – et comment ce traitement a évolué au côté des pratiques des publics cibles. Pour ce faire, des questionnaires adressés à l'ensemble des CRPV ainsi que des entretiens semi-directifs avec le GT « Ressources & Communication » et quelques CRPV, dont Trajectoire Ressources, ont été menés.

 Pour aller plus loin

<https://media.anct.gouv.fr/ressources/2026-01/-comprendre-focus-sur-la-fonction-ressources-des-crpv-novembre-2025.pdf>



Enfin, un réseau de la jeune recherche a été monté ainsi qu'un recueil de témoignages filmés de « grands témoins » de la politique de la ville. Un partenariat avec le programme Quartiers de demain et le GIP-EPAU a permis la réalisation d'une frise chronologique sur la politique de la ville.

Contribution au rapport national « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires » 2025

Comme depuis la première édition en 2011, Trajectoire Ressources a contribué à l'élaboration du 7^{ème} rapport national « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires », coordonné entre le réseau national des centres de ressources politique de la ville et la Fédération Nationale des Centres Sociaux.

Ce rapport vise à restituer la parole des habitants sur les problématiques qui impactent leur quotidien. L'édition 2025 est consacrée à la thématique de la sécurité. La contribution de Trajectoire Ressources a porté sur l'analyse des réponses à la question suivante : « Qu'est-ce que cela veut dire se sentir en sécurité ou en insécurité lorsque l'on est habitant-e d'un quartier populaire ? »

À travers ce travail, le centre de ressources participe à la production d'une expertise habitante à portée nationale, venant éclairer les décideurs publics et les acteurs locaux sur les perceptions, les vécus et les attentes des habitants des quartiers prioritaires.

[Pour aller plus loin](http://www.reseau-crpv.fr)
<http://www.reseau-crpv.fr>

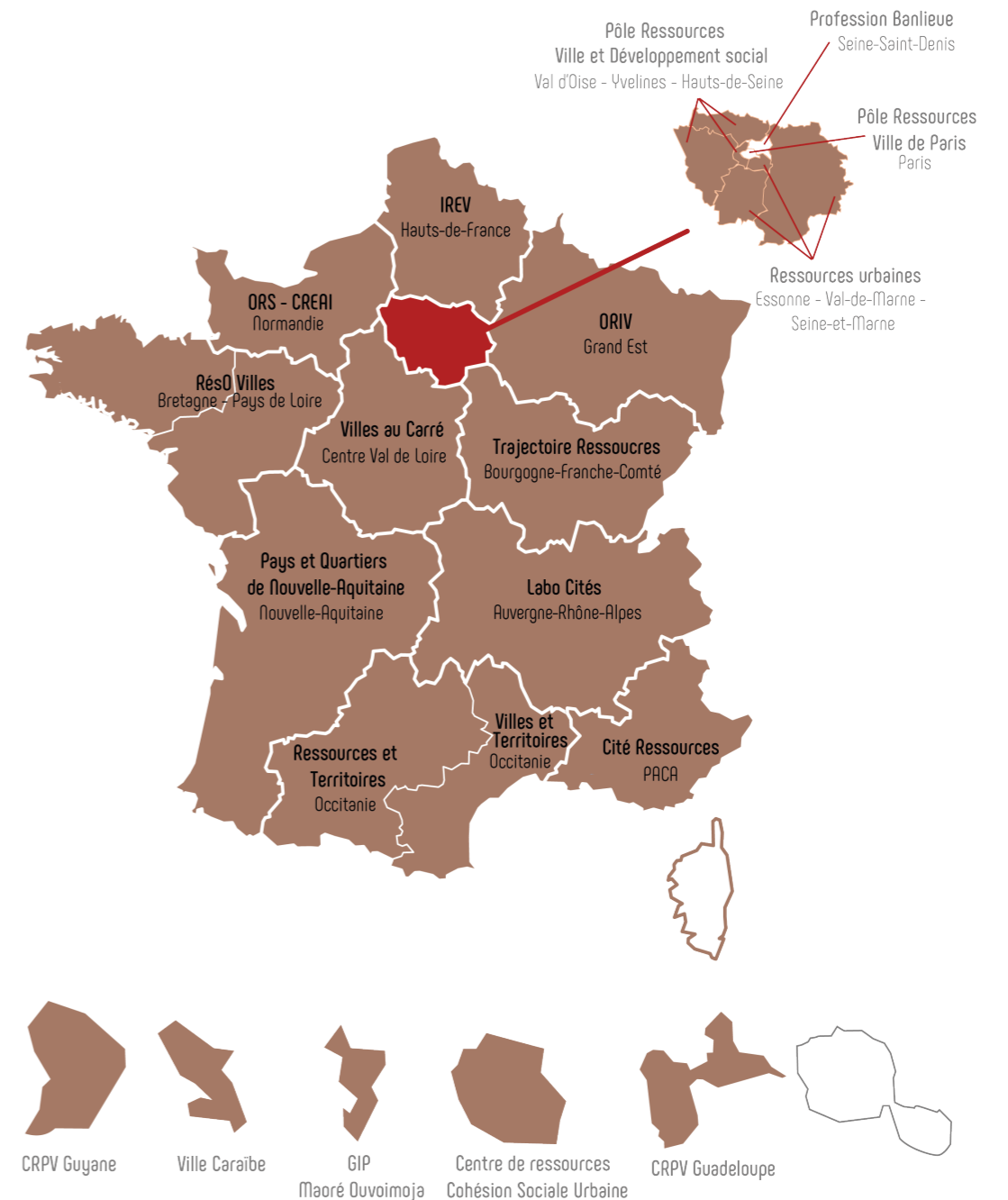
Un positionnement dans le comité d'histoire de la politique de la ville

Créé par arrêté ministériel le 14 avril 2022, le comité d'histoire de la politique de la ville a pour mission d'encourager l'étude et la recherche sur l'histoire de la politique de la ville et du développement social urbain ainsi que de promouvoir la diffusion des travaux historiques sur la politique de la ville à des fins de connaissance et de formation.

Pour le réseau national des CPRV, nous avons intégré le comité d'orientation en 2025. Ce fut une année dense. Outre le séminaire annuel du conseil scientifique consacré à la politique de la ville, la décentralisation et les gouvernances locales, qui a été en partie délocalisé en région et dont la séance conclusive se tient le 27 janvier au Campus Condorcet, différentes actions ont été menées. Une journée d'études s'est tenue en mars 2025 consacrée à Roland CASTRO, une autre sur la loi Besson en novembre ainsi qu'un Ciné-débat à l'occasion des 30 ans du film La Haine.

Un partenariat stratégique avec les Archives nationales a abouti à l'organisation d'une journée nationale sur les archives de la politique de la ville le 11 décembre à Pierrefitte. L'ambition est de continuer d'avancer en 2026 pour structurer une véritable politique de conservation et de valorisation des archives de la politique de la ville, qui constitue une des missions du comité d'histoire.

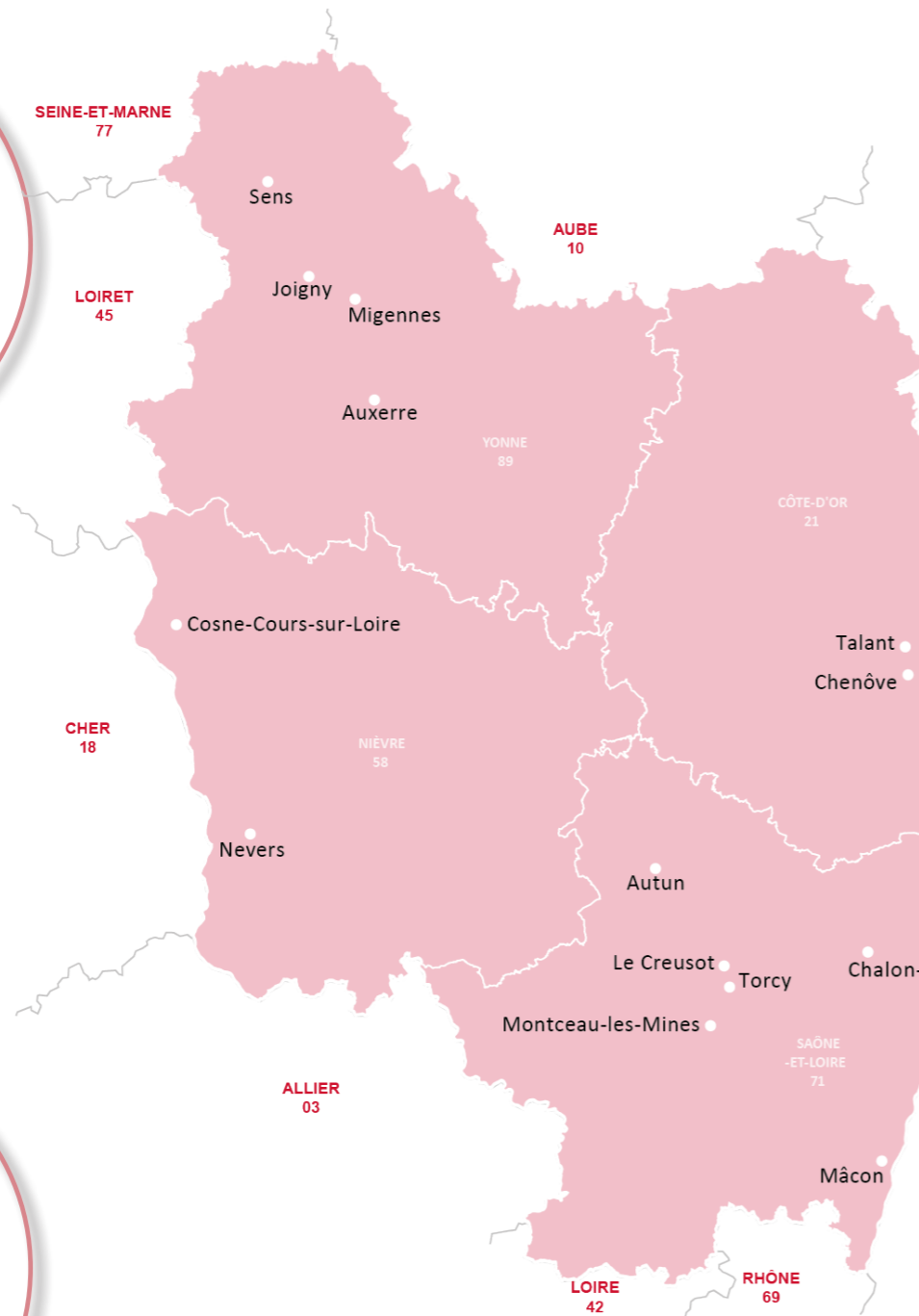
Les centres de ressources politique de la ville



Géographie d'intervention 2025

203

interventions sur la région



93

publications réalisées

Interventions hors région :

- Groupes de travail thématiques (participation citoyenne, communication...);
- Webinaires thématiques (sport, éducation...);
- Journées d'étude (comité histoire politique de la ville...).

62

quartiers prioritaires

Map of the Montbéliard agglomeration showing priority quarters. The map covers the following departments:

- HAUTE-MARNE 52
- VOSGES 88
- HAUTE-SAÔNE 70
- DOUBS 25
- JURA 39
- AIN 01
- HAUT-RHIN 68
- TERRITOIRE DE BELFORT 90

Locations marked on the map include: Luxeuil-les-Bains, Vesoul, Lure, Héricourt, Offemont-Valdoie, Belfort, Gray, Besançon, Dole, Pontarlier, Lons-le-Saunier, St-Claude, Dijon, Quétigny, and Longvic.

PAYS DE MONTBÉLIARD AGGLOMÉRATION :

- Audincourt
- Bethoncourt
- Grand-Charmont
- Montbéliard
- Sochaux
- Valentigney

3 384

acteurs présents

Une année 2025 pour être utile...

Issus d'initiatives territoriales et labellisés par l'État, les Centres de Ressources de la Politique de la Ville (CRPV) existent depuis environ 30 ans. Depuis 2006, date de sa création, notre association a toujours su maintenir un équilibre entre le respect de son cadre de référence et la recherche d'innovations dans les activités proposées.

Un cadre de référence et une vocation pour les CRPV

Signé en 2017 par différents grands partenaires de la politique de la ville (institutions, associations de collectivités, etc.), le cadre de référence a été revisité en 2024 et 2025 par l'ANCT et les directeurs des CRPV avec l'appui d'un cabinet. Différents axes ont été évalués (autour des missions socles, des partenariats et des modalités de financement).

Donc depuis 2017, il donne aux CRPV une délimitation des métiers et des activités et précise la vocation en trois axes :

- 1 Contribuer à l'animation technique des réseaux d'acteurs en proximité**, particulièrement le réseau des équipes projet de la politique ville. Au-delà, la plus-value des CRPV est de mettre en réseau des acteurs issus de familles professionnelles différentes, dans l'optique de mieux mobiliser les politiques de droit commun et de concourir à une meilleure coordination de l'action publique au bénéfice des territoires et de leurs habitants.
- 2 Faciliter la montée en compétences des acteurs** concourant, par l'exercice de leurs missions, à l'égalité des territoires dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cette montée en compétences résulte d'actions de qualification des acteurs.
- 3 Capitaliser et diffuser des connaissances**, des enseignements issus d'expérimentations. Les CRPV agrègent, formalisent et donnent également du sens aux expériences et pratiques de terrain.



La singularité de Trajectoire Ressources

Au-delà du cadre de référence, l'expertise de Trajectoire Ressources repose sur un positionnement atypique dans le champ de la politique de la ville et, en 2025, ce positionnement a permis d'animer des travaux par entrée thématique. Entre proximité et distanciation, nous avons entretenu notre singularité auprès de l'ensemble des acteurs et parties prenantes qui s'engagent dans et pour le développement social et urbain des quartiers prioritaires.

Un positionnement de « tiers facilitateur » en n'étant ni l'outil d'une seule institution, ni le relais exclusif et unique d'une politique nationale, territoriale ou locale. Nous avons œuvré pour que des passerelles entre les acteurs et des politiques thématiques puissent se faire ;

...aux acteurs de la politique de la ville

Une approche transversale des politiques de droit commun où nous avons fait, à chaque occasion, preuve de pédagogie pour dire et redire (la pédagogie étant l'art de la répétition) que la politique de la ville est additionnelle, expérimentale, basée sur la mobilisation des institutions et des acteurs ;

Une méthode fondée sur l'échange de pratiques, la capitalisation et le transfert de compétences selon notre « marque de fabrique » mêlant le volontarisme, l'optimisme mais aussi la problématisation et l'objectivation des enjeux ;

La défense d'une ingénierie territoriale partagée entre des acteurs très divers, du fait de leur statut (élus, agents de l'État, des collectivités locales, bailleurs, personnels du secteur associatif, acteurs économiques) ou par leur fonction et domaine thématique d'intervention (éducation, santé, culture, social, développement économique, urbanisme, logement, prévention de la délinquance, etc.). Nous avons contribué ainsi à l'indispensable rencontre des cultures professionnelles ;

Des activités en proximité des acteurs, nous avons démultiplié les rencontres au plus près des acteurs et des habitants, nous imprégnant des différents écosystèmes. Ce positionnement a donné de la force à nos « montées en généralité » lorsque nous devons produire des introductions, des synthèses, des analyses et des observations sur la dynamique régionale et nationale de la politique de la ville •



SENSIBILISATION À LA POLITIQUE DE LA VILLE

En chiffres

8 rencontres



198 participants

5 territoires impliqués



La politique de la ville reste mal connue dès que l'on sort du cercle « habituel » des acteurs des quartiers. Elle est également parfois décriée par certains pour son manque de résultats. Il apparaît alors incontournable de continuer à rappeler son essence et ses finalités.

Une ambition impossible ?

La politique de la ville vise à réduire les inégalités territoriales, qui voient se concentrer en quartiers prioritaires des statistiques mettant en avant les situations de précarité vécues par les habitants. Même si les réalités de vie ne peuvent être globalisées, les QPV ont pour habitude de recueillir ceux pour qui la vie n'est pas un long fleuve tranquille.

La politique de la ville est alors parfois attendue avec un effet de baguette magique qu'elle ne détient pas. Est-elle pour autant inutile ? Il n'y a qu'à imaginer une France sans politique de la ville pour se faire un avis... Atteint-elle ses objectifs ? En partie, mais si l'on s'attend à ce qu'elle résolve l'ensemble des inégalités sociales, il y a de quoi être déçu.

Notre centre de ressources est régulièrement mobilisé pour sa capacité à objectiver, contextualiser, communiquer de l'information mise à jour, expliquer, rendre lisible les bonnes pratiques, impulser de l'ingénierie territoriale ou thématique. Nous continuons ainsi à rappeler l'efficacité de la politique de la ville sans toutefois l'idéaliser.

Sensibilisation, où donc ?

Cette mission de sensibilisation s'incarne notamment par des séquences auprès d'étudiants. Nous intervenons ainsi dans différentes filières et établissements de formation : Trajectoire Formation, les Francas, IRTS, Universités, etc. Nous avons également à cœur de participer de manière plus ancrée à la formation des futurs professionnels, par l'accueil de stagiaires et ou alternants, pour 2025 sur les filières carrières sociales spécialité villes et territoires durables et également en comptabilité.

Ensuite, nous pouvons nouer des partenariats avec d'autres associations. Ceci permet un double mouvement d'une information en politique de la ville auprès du public de l'association partenaire, et d'un portage thématique auprès de notre réseau. Par exemple, le partenariat avec BFC International vise cet objectif commun sur les questions de lutte contre les discriminations et engagement des jeunes.



Le centre de ressources est ainsi à l'écoute de toute demande, et tente toujours de satisfaire aux sollicitations qui lui sont adressées •

Parole à ...

“ Je suis heureuse de la collaboration initiée avec Trajectoire Ressources : la politique de la ville est un objet dont des étudiants intéressés par la chose publique doivent pouvoir se saisir. Nous cultivons une même approche transversale, convaincus de l'intérêt de mobiliser différentes sciences humaines (sociologie, histoire, philosophie...). Des éléments d'information, de mises en perspective et des questionnements ont pu nourrir la réflexion des étudiants de Licence 1 lors de l'intervention de Trajectoire Ressources. ”



Noémie SUISSSE

Directrice de la Licence Humanités & Science politique et coordinatrice de la prépa SciencesPo

Université Catholique - Dijon

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE & EMPLOI

En chiffres

3
rencontres



130 participants

6
territoires impliqués



La loi plein emploi du 18 décembre 2023 reconfigure le paysage des acteurs de l'emploi et de l'insertion. Notamment, le décret du 18 juin 2024 précise les modalités cadrant les comités territoriaux pour l'emploi, qui génère la disparition des Cités de l'emploi dont les réseaux sont dorénavant intégrés au sein des réseaux pour l'emploi. Côté entrepreneuriat, BPI France demeure un pilote en QPV.

La thématique emploi présente dans tous les contrats de ville

Trajectoire Ressources a mené un travail d'analyse thématique des contrats de ville, qui a révélé que les questions d'emploi et d'insertion demeurent prégnantes¹ en Bourgogne-Franche-Comté. Les 23 contrats de ville traitent ainsi du sujet, avec des orientations diverses qui doivent permettre de lever des freins repérés tels que la mobilité, la maîtrise de la langue française et du numérique, les discriminations, la garde d'enfants et les compétences psycho-sociales à développer. Des enjeux spécifiques à certains publics sont également identifiés, comme les jeunes, les femmes, les seniors et les publics éloignés des institutions. Nous avons été invités à présenter ces éléments lors de l'ANCTour en juin, au cours d'une après-midi dédiée à cette thématique.

Par ailleurs, nous avons aussi suivi le déploiement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Offre de Repérage et de Remobilisation (AMI O2R) en Bourgogne-Franche-Comté, et une fiche expérience a pu être réalisée sur un projet porté en consortium en Haute-Saône².

Quid du développement économique ?

Le développement économique, un peu moins présent, s'appuie toutefois sur la mobilisation prévue d'ici 2030 de leviers concrets : l'organisation de formations à la gestion d'entreprise, l'octroi de tarifs préférentiels pour l'acquisition de foncier, la promotion de dispositifs et le soutien à la création d'activités. BPI France est le pilote chargé de mettre en œuvre le programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 ». Trajectoire Ressources a été associée à la journée de lancement du programme en région en avril 2025, ce qui a permis de contextualiser l'évolution de l'entrepreneuriat en politique de la ville. Cette journée a

1 - https://ressources-ville.org/wp-content/uploads/2025/08/Fiche-CEQ30-Emploi_VF.pdf

2 - https://ressources-ville.org/wp-content/uploads/2025/07/Temoignages-AMI-70_Projet-FSE.pdf



également été une opportunité pour rencontrer les acteurs du développement économique, comme les Cités Lab par exemple.

Une voie à ouvrir pour les QPV : l'ESS

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) peine encore parfois à trouver sa place au sein des réseaux d'acteurs en QPV, alors même qu'elle a des pistes intéressantes à offrir en matière d'emploi, et ce dans des domaines assez variés tels que les assurances, la banque, l'animation, le tourisme, etc. De plus, l'ESS s'appuie sur des valeurs qui croisent celles portées en politique de la ville, comme la réduction des inégalités sociales, économiques et environnementales. Le chemin à parcourir est encore long, comme nous avons pu le donner à voir dans le cycle de webinaires proposé avec le Réseau national des centres de ressources politique de la ville, dédié à la question des discriminations dans l'emploi³, et auquel Trajectoire Ressources a contribué.

Nous avons ainsi mené un travail en partenariat avec la Chambre Régionale de l'ESS (CRESS) qui visait à mieux faire connaître la politique de la ville aux acteurs de l'ESS et inversement. Ceci a été réalisé dans le cadre du projet Promess porté par la CRESS, s'intéressant à construire de nouvelles solutions pour les jeunes diplômés en QPV. Deux rencontres interactives ont eu lieu, à Sochaux pour le Nord-Franche-Comté et au Creusot pour son

3 - <https://www.reseau-crpv.fr/cycle-de-webinaires-discrimination-et-recrutements-comment-agir-concretement/>

bassin d'emploi. Trajectoire Ressources était partenaire sur la phase de démarrage de cette initiative de renforcement de la mise en réseau, et la CRESS poursuit dorénavant son action en autonomie sur ces territoires.

L'emploi des seniors et des habitants des QPV

Dans la continuité du partenariat qui nous lie à la Préfecture de Belfort, nous avons animé le 12 décembre une journée intitulée « Inclusion et emploi des seniors et des habitants des QPV » réunissant des chefs d'entreprise, des acteurs de l'insertion-emploi-formation. En partenariat avec France Travail et le club des Entreprises s'engagent, il s'agissait de sensibiliser les acteurs aux questions de discrimination à l'emploi, de mobiliser les recruteurs présents sur le territoire pour l'emploi des habitants des QPV et des seniors et de créer une opportunité de rencontre entre des demandeurs et des recruteurs •



Parole à ...

“ En tant que directeur de centre social dans le Pays de Montbéliard Agglomération, j'ai pu constater que l'ESS est avant tout une réponse concrète aux besoins des habitants. Les projets que nous avons développés, notamment autour de l'insertion et du lien social, ont montré que la participation des habitants est essentielle pour construire des actions durables et adaptées au territoire. J'ai observé que l'ESS favorise les coopérations entre acteurs et renforce les dynamiques territoriales. Toutefois, ces initiatives restent parfois fragiles et manquent de moyens pour changer d'échelle. Mon engagement dans plusieurs CIGALES m'a permis de voir comment l'épargne citoyenne peut soutenir des projets locaux à forte utilité sociale. J'ai constaté que ces initiatives, bien que modestes, ont un impact réel sur la création d'activités et d'emplois au niveau local. Dans mes fonctions actuelles de responsable d'un pôle culture, je constate que l'ESS permet de rendre la culture plus accessible et inclusive. Les projets culturels portés dans ce cadre contribuent à créer du lien social et à valoriser les initiatives locales.



Ersin ARLSAN
Administrateur de Trajectoire Ressources

PARTICIPATION CITOYENNE

En chiffres

24
rencontres



219 participants

8
territoires impliqués



En 2025, Trajectoire Ressources a structuré son action autour de trois leviers complémentaires visant à soutenir, renouveler et outiller les dynamiques de participation citoyenne dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Bourgogne-Franche-Comté. Ces actions ont permis d'agir à la fois sur l'ingénierie territoriale, l'accompagnement des habitants, la qualification des acteurs et la production de ressources à portée nationale.

Animation du groupe de travail régional « de la participation en action »

Trajectoire Ressources a poursuivi en 2025 l'animation du groupe de travail régional « De la participation en action », réunissant six territoires de Bourgogne-Franche-Comté engagés dans des démarches de redynamisation de leurs instances participatives, notamment les conseils citoyens, ou dans l'expérimentation de nouvelles formes de participation citoyenne.

Deux journées de travail ont été organisées au cours de l'année. Elles ont permis un approfondissement collectif des projets portés par la ville de Luxeuil-les-Bains et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. La méthode du co-développement a constitué le fil conducteur de ces rencontres. Elle a permis aux équipes territoriales de mettre à l'épreuve leurs intentions, d'interroger leurs hypothèses et de consolider leurs projections à partir des retours structurés des autres participants.

Pour Luxeuil-les-Bains, les échanges ont porté sur la redynamisation du conseil citoyen dans un contexte territorial spécifique, marqué notamment par une faible présence de jeunes. Les questionnements abordés concernaient la relance d'une dynamique après l'essoufflement d'une instance précédente, la remobilisation des habitants dans la durée, les outils de communication à mobiliser et la prise en compte des échéances électorales dans la stratégie participative. Ces travaux ont contribué à l'identification de leviers d'action et de points de vigilance, capitalisés dans un guide intitulé « Le conseil citoyen : un jeu avec enjeux ».

Du côté de l'Auxerrois, la réflexion s'est concentrée sur la manière de fédérer l'ensemble des dispositifs et instances de participation existants (GUSP, conseils consultatifs, conseil citoyen, conseil municipal des jeunes) autour d'un socle commun, tout en préservant la spécificité et l'identité de chacun. Ce groupe de travail a contribué à renforcer les capacités des acteurs locaux à concevoir et piloter des démarches participatives adaptées à leurs réalités territoriales, tout en



consolidant une culture partagée de la participation citoyenne à l'échelle régionale.

Portage et animation du fonds de Participation des Habitants (FPH) de Pays de Montbéliard Agglomération

Dans le cadre du contrat de ville de Pays de Montbéliard Agglomération, Trajectoire Ressources assure depuis mars 2025 le portage administratif et l'animation du Fonds de participation des habitants (FPH). Ce dispositif vise à soutenir l'initiative habitante et à encourager l'engagement citoyen au sein des neuf QPV du territoire.

Tout au long de l'année, le centre de ressources a accompagné des habitants souhaitant agir au bénéfice de leur quartier, autour de projets relevant de l'éducation et de la citoyenneté, de l'amélioration du cadre de vie, du vivre-ensemble et de la solidarité, de la prise en compte des enjeux écologiques ou encore de l'émancipation des femmes.

En 2025, douze projets ont été financés pour un montant global avoisinant 10 000 euros. Les actions soutenues ont été diverses : ateliers de réparation de téléphones, entretien de jardins partagés, animations à destination des jeunes pendant les vacances scolaires ou formations aux premiers secours.



Ces initiatives ont permis de toucher directement environ 173 habitants, contribuant ainsi à renforcer le pouvoir d'agir et la dynamique collective dans les quartiers concernés.

Un cycle de qualification pour des conseils d'habitants

Trajectoire Ressources a conduit un cycle de qualification à destination de cinq conseils d'habitants de la ville du Creusot. Composés d'habitants tirés au sort ou volontaires, ces conseils ont pour vocation de participer activement à la vie démocratique locale.

L'objectif de ce cycle était d'outiller les nouveaux conseillers dans l'exercice de leurs missions et de poser les bases de leurs futures chartes de fonctionnement. En s'appuyant sur son expérience acquise dans la qualification des conseils citoyens entre 2014 et 2022, Trajectoire Ressources a proposé des modules permettant aux participants de définir collectivement la trajectoire de leur instance, tant sur le plan du fonctionnement interne que dans leurs relations avec les élus municipaux et la nature des projets à porter. D'avril à juillet 2025, les séquences de travail ont abordé l'origine et le rôle des conseils d'habitants, l'organisation territoriale, l'animation de réunions, la communication, la représentation et le portage de la parole des autres habitants. Ce cycle a mis en lumière un fort engagement citoyen et une volonté partagée de contribuer activement à la vie de la cité.

Parole à ...

« Le Fonds de Participation des Habitants (FPH) constitue à mon sens un levier important dans la dynamique de participation citoyenne au sein de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), car il permet de passer d'une logique de consultation des habitants à une logique d'implication active dans la vie locale. D'abord, le FPH favorise l'expression directe des initiatives citoyennes en donnant aux habitants la possibilité de proposer et de bénéficier d'un financement de leur projet, il renforce leur pouvoir d'agir sur leur cadre de vie. Ce fonds favorise le développement d'une citoyenneté active et une responsabilisation collective. Ensuite, il agit comme un outil de renforcement du lien social et du vivre-ensemble. Les projets soutenus créent des espaces de rencontre entre habitants, associations et institutions, favorisant ainsi la mixité sociale et le dialogue entre acteurs locaux. »



Amina MENSOURI
Responsable pôle cohésion sociale et insertion professionnelle, politique de la ville
Ville de Montbéliard

DÉVELOPPEMENT URBAIN & CADRE DE VIE

En chiffres

3
rencontres



87 participants

8
territoires impliqués



Trajectoire Ressources a inscrit la question du cadre de vie au cœur de son programme de travail, en s'appuyant sur l'animation d'un cycle de trois webinaires consacrés à la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP). À travers ce cycle, Trajectoire Ressources a souhaité contribuer à une meilleure compréhension des fondements, des acteurs, des méthodes et des enjeux actuels de la GUSP, tout en favorisant le partage d'expériences entre professionnels.

Construction et mise en œuvre d'une convention GUSP : rôles et responsabilités des acteurs

Le premier webinar a été consacré aux modalités de construction et de déploiement d'une convention GUSP à l'échelle d'un territoire. Il a permis de revenir sur l'évolution historique de la GUSP, son cadre légal et son inscription dans les politiques publiques locales. Les interventions ont mis en lumière la complémentarité des rôles entre l'État, les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux, chacun contribuant, à son niveau, à la cohérence et à l'efficacité des actions menées.



Outils et méthodes participatives dans la mise en œuvre de la GUSP : quelle place pour les habitants ?

Le deuxième webinar a interrogé la place des habitants dans les démarches GUSP à travers un focus sur les outils participatifs et le rôle central du coordonnateur GUSP. Les échanges ont mis en évidence le caractère indispensable de cette fonction dans des contextes territoriaux complexes, marqués par une multiplicité d'acteurs, de bailleurs et de périmètres d'intervention. Plusieurs démarches participatives ont été présentées : diagnostics en marchant, groupes de travail thématiques, animations de proximité ou outils de suivi partagés permettant de centraliser les remontées des habitants et des partenaires. Les échanges ont enfin illustré les effets concrets de ce travail de coordination, à travers des projets associant habitants, bailleurs et institutions, ainsi que le rôle des conseils citoyens dans les projets urbains.

souvent identifiée comme un facteur de dégradation du cadre de vie. Les discussions ont permis de dépasser une lecture uniquement comportementale des dépôts sauvages et des incivilités, en mettant en évidence des déterminants plus structurels : organisation des collectes, accessibilité des équipements, contraintes de mobilité. Ce temps a également valorisé les actions menées par les acteurs de terrain, en lien avec les habitants, pour prévenir les dysfonctionnements et expérimenter des solutions concrètes.

Gestion des déchets et des encombrants : un enjeu central de la GUSP

Le troisième webinar a proposé un focus sur la gestion des déchets et des encombrants : problématique récurrente dans les QPV et

Parole à ...

“ Les habitants des quartiers ont souvent le sentiment d'être délaissés, la GUSP est donc essentielle pour tisser ce lien entre institutions et habitants. Mal connue c'est pourtant un travail de l'ombre essentiel, pour faire remonter les dysfonctionnements et tenter d'y apporter des solutions. Il s'appuie sur l'intelligence collective, chacun peut y apporter sa part : habitant, association, gardien, commerçant, jardinier... c'est ensemble qu'on avance. ”



Carole DAGUET
Mission Gestion Urbaine et Sociale de Proximité
Ecoquartier Planoise
Ville Besançon

TRANSITIONS

En chiffres

4
rencontres



52 participants



6
territoires impliqués



Si les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) présentent globalement une empreinte carbone inférieure à la moyenne nationale, ils demeurent particulièrement exposés aux vulnérabilités environnementales et sociales. L'alimentation constitue un enjeu central de ces inégalités. Face à ces constats, Trajectoire Ressources a fait de l'accessibilité alimentaire le fil conducteur de son programme de travail 2025.

L'organisation d'une journée régionale sur l'accessibilité alimentaire en QPV

Trajectoire Ressources a organisé en juillet 2025 une journée régionale intitulée : « Accessibilité alimentaire en QPV : quels outils pour y parvenir ? »

Cette rencontre, organisée en partenariat avec l'association Alterre, la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) et Les Ateliers Nomades, était ouverte à un public large : professionnels de la politique de la ville, collectivités, associations, acteurs agricoles et alimentaires.

Les objectifs poursuivis étaient doubles :

- créer un cadre de réflexion et de partage de connaissances sur l'alimentation en QPV, afin d'outiller les acteurs souhaitant développer des solutions pérennes sur leurs territoires ;
- favoriser les rencontres et les coopérations entre les acteurs de la politique de la ville et ceux de l'alimentation et de la transition écologique.

Cette journée a permis de mettre en exergue l'apport des projets alimentaires territoriaux ainsi que l'impact du programme de l'ANRU « quartiers fertiles » dans les territoires de la géographie prioritaires. Elle a aussi permis d'entrer dans des démarches opérationnelles avec :

- la présentation d'une expérimentation de chèques alimentaires à Dijon ;
- des ateliers en sous-groupes portant sur :
 - ◊ l'agriculture urbaine en QPV et la cuisine collective comme levier d'accès à l'alimentation ;
 - ◊ la sécurité sociale alimentaire.

Cette journée a confirmé l'intérêt d'aborder l'alimentation comme une porte d'entrée transversale, mobilisant à la fois les politiques sociales, agricoles, urbaines et de participation des habitants.



Production et diffusion d'une vidéo donnant la parole aux habitants

En amont de cette journée, Trajectoire Ressources a réalisé une vidéo de témoignages d'habitants de QPV du Pays de Montbéliard, diffusée lors de la rencontre régionale.

L'objectif de cette production était de mettre en regard les orientations publiques et la réalité vécue par les habitants, en tenant compte de leurs contraintes matérielles, de leur environnement urbain, de leurs pratiques culturelles et de leurs aspirations.

En donnant la parole à des habitants du Pays de Montbéliard, cette production met en lumière :

- les arbitrages budgétaires liés à l'alimentation ;
- les pratiques d'approvisionnement ;
- le rapport au fait-maison et à la cuisine ;
- l'impact des mobilités sur l'accès à l'alimentation.

Capitalisation et diffusion de bonnes pratiques à travers deux fiches expériences

Ce fil rouge de l'alimentation a aussi inspiré des écrits. Deux actions ont été mises en valeur à travers des fiches expérience. Il s'agit respectivement de « l'agriculture urbaine et la participation des habitants : l'exemple de la Maison-phare à Fontaine d'Ouche

(Dijon) » et du « Projet MIAM et PAT : l'accessibilité alimentaire à l'échelle du Pays de Montbéliard Agglomération ». L'analyse croisée des deux expériences montre que l'alimentation n'est pas une fin en soi et que l'agriculture urbaine est souvent utilisée comme un support d'intervention sociale. Les deux cas montrent à suffisance la place centrale des structures agissant dans les QPV (maison d'éducation populaire, centre social) dans l'ancrage et le développement des initiatives. De ce fait, les deux projets s'inscrivent dans la logique du « faire avec les habitants », facteur clé de pérennité. Enfin, ces projets présentent un rapport coût / impact social favorable, à condition que l'ingénierie et l'animation soient reconnues comme des postes clés.

Pour conclure, l'ensemble des actions menées en 2025 sur ce sujet par Trajectoire Ressources :

- concourt à une mise en visibilité du rôle des QPV comme espaces d'expérimentation des politiques alimentaires ;
- incite à croiser indicateurs quantitatifs et récits d'habitants pour des politiques publiques cohérentes avec les réalités du terrain ;
- invite au renforcement de la cohérence entre politique de la ville, politiques alimentaires et transition écologique •



Parole à ...

“ Au carrefour des enjeux d'économie agricole et alimentaire, de santé publique, de cohésion dans les territoires, d'environnement, l'alimentation est certainement la thématique la plus transversale et essentielle dans notre société. Ces enjeux croisés nécessitent une approche systémique avec tous les partenaires : État, collectivités, associations, entreprises... Des projets alimentaires territoriaux labellisés par le ministère de l'Agriculture et portés par les collectivités ont vu le jour partout dans la région. En QPV, cette thématique a été trop peu traitée, alors qu'elle est vitale pour rendre l'alimentation durable et de qualité accessible à tous. Le chemin sera long mais des expériences innovantes commencent à voir le jour : chèques alimentaires, projet de sécurité sociale de l'alimentation, alliance avec des producteurs locaux, groupements d'achats... Tout est à imaginer, et les meilleures de ces solutions sont à valoriser ; d'où l'importance de la collaboration avec le centre de ressources. ”



Odile VAN ELST
Cheffe de pôle Animation de la politique de l'Alimentation
SRAL | DRAAF-Bourgogne-Franche-Comté

MÉDIATION SOCIALE

En chiffres

4
rencontres



140 participants

8
territoires impliqués



Dans une région jouissant d'une dotation de 148 postes de médiateurs adultes-relais à déployer dans 62 quartiers prioritaires, le centre de ressources occupe une position stratégique d'interface entre l'État, les employeurs et les professionnels de terrain. Son rôle ne se limite pas à l'animation ponctuelle du réseau : il vise la production d'une intelligence collective et la montée en qualité du dispositif à l'échelle régionale.

Après une année 2024 marquée par le gel des postes d'adultes-relais, 2025 a permis à Trajectoire Ressources de renouer avec sa fonction d'animation et de production d'intelligence collective auprès du dispositif adultes-relais en Bourgogne-Franche-Comté. Ce, à la suite de l'instruction interministérielle du 8 septembre 2025 reconnaissant explicitement la médiation sociale comme un levier structurant de la politique de la ville, tout en appelant à un renforcement de l'encadrement, de la professionnalisation et des parcours des médiateurs adultes-relais.

Les rencontres interdépartementales pour médiateurs adultes-relais et leurs employeurs

Afin de répondre à ces enjeux, le centre de ressources a coorganisé avec la DREETS Bourgogne-Franche-Comté trois rencontres interdépartementales entre septembre et novembre 2025, à Autun, Belfort et Dijon. Ces journées ont constitué des espaces de dialogue structurés entre médiateurs adultes-relais, employeurs et services de l'État. Elles poursuivaient les objectifs suivants :

- favoriser le partage d'expériences entre médiateurs adultes-relais et employeurs ;
- susciter une réflexion collective sur les pratiques professionnelles ;
- permettre une prise de recul par rapport aux situations rencontrées au quotidien.

Les contenus avaient été construits à partir d'une enquête exploratoire menée en amont et d'un travail partenarial associant DREETS, DDETS et délégués du préfet, afin de garantir leur adéquation avec les réalités de terrain.

La connaissance produite au cours de ces trois journées est compilée dans une synthèse, dont les grands axes sont présentés ci-dessous.

Enseignements clés pour l'action publique locale

Les échanges ont fait émerger plusieurs constats majeurs, utiles



à l'orientation stratégique des politiques locales de médiation sociale.

Reconnaître l'accès aux droits comme un enjeu structurant

L'accès aux droits apparaît comme une mission centrale de la médiation sociale, renforcée par la dématérialisation des services publics et la persistance du non-recours. Les médiateurs adultes-relais constituent souvent un maillon intermédiaire indispensable entre les habitants et les institutions.

Clarifier les rôles et renforcer la professionnalisation

Les travaux ont également mis en lumière les confusions persistantes entre médiation, animation et éducation. Si la transversalité des missions est reconnue comme une richesse, l'absence de cadre précis peut fragiliser la posture professionnelle des médiateurs adultes-relais et les exposer à des situations complexes.

La clarification des rôles, tant auprès des médiateurs que des employeurs, apparaît comme un levier essentiel pour sécuriser les pratiques et améliorer la qualité des interventions.

L'encadrement des médiateurs adultes-relais par leurs employeurs

Les rencontres ont aussi permis de dresser un état des lieux partagé des pratiques d'encadrement. Les participants ont souligné des difficultés récurrentes : complexité des recrutements, manque de reconnaissance du statut, insécurité des contrats et faible lisibilité de l'offre de formation.



À l'inverse, certaines pratiques vertueuses ont été identifiées, telles que le tutorat à la prise de poste, le tuilage entre ancien et nouveau sur le poste, l'évaluation progressive des compétences et les espaces d'analyse de la pratique. Ces éléments confirment l'importance d'un accompagnement structuré pour favoriser la professionnalisation et les sorties positives du dispositif.

Un webinaire pour découvrir les missions qui se cachent derrière la médiation sociale

L'organisation de ces trois rencontres interdépartementales nous a fait voir la palette des missions que regorge la médiation sociale. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons souhaité mettre en lumière certains domaines du métier lors d'un webinaire organisé fin novembre. Celui-ci a montré les missions concrètes de trois professionnelles investies respectivement dans la médiation en santé, l'éco-médiation et la médiation sociale polyvalente. Ce webinaire a aussi permis de révéler des problématiques de territoire que la médiation sociale seule ne saurait résoudre ; notamment celles liées au droit de séjour des étrangers.

Pour conclure

L'activité de médiation sociale menée en 2025 a permis de renouer avec la réflexion autour du dispositif adultes-relais. Trajectoire Ressources a joué un rôle de facilitateur de dialogue entre

acteurs, de capitalisation des bonnes pratiques et de mise en visibilité des enjeux de la médiation sociale. Les travaux engagés ouvrent des perspectives concrètes pour renforcer l'appui aux employeurs dans le management des médiateurs adultes-relais. À ce titre, le centre de ressources se positionne comme un outil au service des partenaires institutionnels pour contribuer à la cohérence et la mutualisation des outils, le développement de l'analyse de la pratique pour une médiation sociale durable dans les quartiers prioritaires •

Parole à ...

“ L'intérêt est de rencontrer d'autres adultes-relais et d'échanger à propos des missions et des pratiques de chaque structure, de chaque médiatrice et des particularités de leur lieu d'exercice. Ce contact a aussi permis de découvrir la diversité des parcours et des compétences des autres. Cette journée donne à toutes les personnes présentes l'opportunité de créer un réseau et de mutualiser des compétences, s'inspirer d'actions ou demander des conseils ”



Mathilde GABRY
Ecomédiatrice
Régie de quartiers Dole

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

En chiffres

15
rencontres



117 participants

8
territoires impliqués



La lutte contre les discriminations demeure une thématique transversale en politique de la ville. En 2025, nous avons souhaité mettre en lumière les expériences réalisées, ici et là, dans les territoires : sensibilisation, exploration, etc. Nous voulions comprendre comment le sujet était pris en compte et comment les acteurs tendaient vers un meilleur vivre ensemble par leurs actions.

Un travail de capitalisation

Au cours de cette année 2025, Trajectoire Ressources a entrepris un travail de capitalisation autour de la lutte contre les discriminations en politique de la ville avec la production d'une fiche ressources. L'objectif était de rendre visible ce qui existe à la fois en droit commun, via l'appel à projets de la DILCRAH, et en politique de la ville, via les appels à projets des contrats de ville.

Trois parties composent cette publication. La première partie donne des éléments de contexte de la lutte contre les discriminations en politique de la ville. Dans les nouveaux contrats de ville Engagements Quartiers 2030, elle s'inscrit toujours comme une thématique transversale mais elle reste marquée par la difficulté de la rendre parfois opérationnelle. Dans la seconde partie, le rôle du référent du Comité Opérationnel de lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme, la Haine anti-LGBT+ et les Discriminations liées à l'origine (COHRAD) est mis en avant. Enfin, nous avons souhaité valoriser des actions réalisées sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté. Ainsi plusieurs initiatives sont présentées en troisième partie. La lutte contre les discriminations est souvent abordée en étant couplée avec une autre thématique par exemple éducation, égalité femmes-hommes, emploi, etc.

L'organisation d'un webinar

Des étudiants de BUT Carrières Sociales parcours Villes et Territoires Durables de l'IUT Nord Franche-Comté, ont mené une enquête exploratoire autour de la prise en compte des personnes LGBTQIA+ dans les aménagements urbains. Le but de ce travail était de mieux appréhender la perception du sentiment de discrimination et la prise en compte des personnes LGBTQIA+ dans les projets d'aménagement urbain en QPV, et les pratiques et dispositifs mis en œuvre par les acteurs locaux.

Dans ce cadre, un webinar a été organisé autour des résultats de cette enquête. Ce temps a permis de croiser les regards autour de ce sujet peu abordé mais aussi d'ouvrir des perspectives.

L'éducation à la citoyenneté

En décembre, BFC International organisait ses deuxièmes rencontres régionales de la lutte contre les discriminations par l'éducation à la citoyenneté mondiale. Trajectoire Ressources a été partenaire de cet événement. L'occasion pour nous de présenter le travail de capitalisation.

Une journée riche en ressources avec de nombreuses interventions très captivantes. Autour d'une table ronde, Fabrice TEICHER, historien et spécialiste depuis 25 ans sur les théories du complot et les discours de haine, a présenté un décryptage du développement des discours de haine et de l'intolérance en France mais aussi à l'international. Les stratégies employées sont basées le plus souvent sur l'aspect émotionnel en suscitant des émotions fortes auprès des publics, renvoyant à de la peur, au sentiment d'isolement, etc. La tendance à la polarisation de la société facilite cela.

Nous retenons l'importance de former les professionnels et les parents et de lutter contre la banalisation mais aussi de pouvoir travailler en systémie. Les nombreux témoignages et partage d'expériences nous ont montré que les interventions auprès de la jeunesse sont une porte d'entrée essentielle. Plus les préjugés et les stéréotypes seront discutés dès le plus jeune âge, mieux l'ouverture à l'autre sera intégrée.

Parole à ...

“ L'espace public est un bien commun ouvert à tout le monde, pourtant certain-es s'y sentent parfois moins légitimes. Les discriminations et le sentiment d'insécurité influencent les usages et l'appropriation des lieux. Traiter la prise en compte des personnes LGBTQIA+ dans l'aménagement urbain, ce n'est pas segmenter les publics, c'est interroger la capacité de nos espaces à accueillir TOUS les publics. Les ignorer c'est accepter des inégalités invisibles, les considérer c'est améliorer la qualité des espaces au bénéfice de toutes et tous. ”



Sandrine Watel
Chargée d'études

Agence de développement et d'urbanisme du
Pays de Montbéliard

QUESTIONS ÉDUCATIVES

En chiffres

27
rencontres



538 participants

8
territoires impliqués



Les questions éducatives représentent un des enjeux phares des contrats de ville « Engagements quartier 2030 » à travers notamment les réponses qui sont apportées pour favoriser la réussite des jeunes et pour lutter contre le décrochage scolaire. D'autres dispositifs sont installés, certains depuis de nombreuses années. En 2025, Trajectoire Ressources a de nouveau joué son rôle de facilitateur de rencontres pour permettre le décloisonnement et favoriser les échanges de pratique entre acteurs et dispositifs.

Accompagner les Cités éducatives : évaluation des effets, renforcement de la place des parents

Les Cités éducatives s'inscrivent dans une démarche qui organise les prises en charge des enfants et des jeunes, de la naissance à l'insertion professionnelle, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. Ce dispositif vise à instituer des modalités coopératives durables en réunissant, dans les mêmes instances de pilotage, l'Éducation nationale, les collectivités locales et les services de la préfecture.

En 2025, Trajectoire Ressources a accompagné les démarches évaluatives des Cités éducatives de Chenôve (21), Besançon (25), Montbéliard (25), Bethoncourt (25). Ces démarches consistaient à soutenir la capitalisation des échanges lors des comités techniques et des comités de pilotage et à animer des séquences d'évaluation partagées entre les membres des troikas et les acteurs associatifs (entretiens collectifs, réunions thématiques, etc.).

Il ressort quelques tendances :

- les alliances éducatives reposent sur un minimum de verticalité et de stabilité ;
- la durabilité est fragile ;
- la question des temporalités, des métiers et périmètres de chacun est au cœur des attentions ;
- certains sujets sont davantage générateurs de coopérations : par exemple, le décrochage scolaire ou la santé mentale ont fortement mobilisé en 2025.

De plus, nous sommes intervenus en appui sur la question de la place des parents dans les Cités éducatives, notamment en accompagnant l'installation de commissions et de collectifs de parents. Par exemple, à Besançon (25), une commission des parents a été animée (depuis 2024) et a permis à la troika de disposer d'éléments de réalité dans la relation famille/école mal-



connue sur le décrochage et l'absentéisme, sur les animations de l'été, la fréquentation d'activités et le rythme familial, sur le déroulement de la rentrée scolaire 2025.

Nous avons également animé un séminaire des acteurs de la Cité éducative de Montbéliard le 16 décembre dans le quartier de la Petite Hollande autour de la question : « Familles, acteurs éducatifs, acteurs scolaires : un lien à construire ? ». À partir d'une étude nationale portant sur les alliances éducatives, il ressort des échanges que différents stades sont présents sur le territoire : l'interconnaissance minimum, l'échange à partir des besoins des parents, des relations horizontales, parfois l'installation de logiques coopératives et très rarement un sentiment d'appartenance à la communauté éducative.

Le Comité Interministériel des Villes du 23 octobre 2023 précisait que le dispositif serait étendu voire généralisé à tous les territoires en politique de la ville. Ainsi, certains partenaires ont donc souhaité candidater au label. Trajectoire Ressources a fourni des informations et des pistes à plusieurs référents communaux et à des délégués de préfet. Nous sommes venus également en appui à l'animation d'un séminaire à Gray (70) autour des trois objectifs phares : conforter le rôle de l'école, promouvoir la continuité éducative, ouvrir le champ des possibles et aider à l'entrée dans la vie active.

Réunir les référents des Programmes de Réussite Éducative (PRE) et des Cités éducatives

Au-delà des accompagnements locaux, nous avons ritualisé, depuis 2022, l'organisation d'une rencontre régionale dédiée au réseau d'acteurs des Cités éducatives de Bourgogne-Franche-Comté. Le 8 avril 2025 à Dijon (21), nous avons réuni 80 professionnels autour de la thématique : « Des Cités éducatives et des PRE dans les quartiers prioritaires de Bourgogne-Franche-Comté : et si on croisait les regards ? ».

La matinée était l'occasion d'interroger la place de la notion et valeur de l'excellence dans les approches éducatives : nous avons confronté les visions de chacun sur les notions connexes de talent, de mérite, de performance, d'élitisme, de progrès, d'ambition et d'exigence.

La question du sentiment de réussite chez les jeunes ne peut pas être dissociée d'une réflexion plus globale sur la jeunesse en QPV et sur les politiques publiques qui lui sont adressées. Il est questionné aujourd'hui l'importance de mettre en œuvre des actions en direction des jeunes en tenant compte de la diversité de leurs profils. Les modes d'intervention contribuent parfois au renforcement des stéréotypes et par conséquent essentialisent les jeunes des quartiers politique de la ville. Pour Jean-Marc BERTHET, professeur associé à l'Université Versailles St-Quentin-en-Yvelines, le chemin est long pour penser que les enfants des classes populaires et /ou issus de l'immigration pourraient réussir à l'école et plus largement pourraient réussir dans la vie, d'où l'idée de réussite éducative plus large que la seule réussite scolaire, et donc l'idée aussi de réussite dans le sport, la culture, etc.

Globalement, il s'avère que différentes approches de l'excellence se percutent, des approches humaines et relationnelles qui deviennent ainsi toutes aussi importantes que l'excellence académique.

Soutenir le Projet Éducatif de Territoire de Bethoncourt (25)

Trajectoire Ressources est venu, à partir de septembre 2025, en appui du comité de pilotage du PEdT de Bethoncourt pour établir un diagnostic évaluatif avec une double intention : engager un travail de refonte du prochain PEdT mais aussi alimenter la Cité éducative en données qualitatives.

Il ressort que :

- la coéducation entre les acteurs est en évolution et qu'un nouveau modèle émerge du fait des différents dispositifs et labels, les acteurs de l'écosystème éducatif global à Bethoncourt s'attellent déjà à installer une continuité éducative entre les cinq sphères de la vie de l'enfant : école, famille, quartier, tiers lieux éducatifs et virtualité ;
- les parents sont en demande de soutien et d'activités alternatives pour lutter contre les temps d'écran notamment : des actions ont été proposées en ce sens ;
- le PEdT porte un enjeu d'attractivité du territoire : le maintien et l'installation des familles dans le territoire sont fortement liés à la cohérence et visibilité de l'écosystème éducatif •

Parole à ...

L'animation de la Cité éducative par Trajectoire Ressources est au cœur du pilotage, reliant stratégie et terrain. Elle structure la gouvernance, instaure une culture commune et renforce la transversalité. Appuyée sur une évaluation partagée, elle éclaire les décisions et ajuste l'action. Elle fait enfin de la Cité un espace d'alliances, favorisant appropriation locale et cohérence durable.



Jean-Baptiste FRERE
Chef du service enfance
Ville de Chenôve

CULTURE

En chiffres

4
rencontres



207 participants

8
territoires impliqués



Depuis sa création, Trajectoire Ressources repère les projets culturels pour leurs capacités fédératrices de dynamiques en tout genre. Ce type de projets requiert toutefois une ingénierie spécifique, qu'il est nécessaire de soutenir en proposant aux acteurs des quartiers des espaces d'échanges et de qualification commune.

Un portage régional de la thématique culturelle

En 2025, Trajectoire Ressources a signé une convention pluriannuelle avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de BFC, afin de garantir un cadre de travail commun et de s'inscrire dans une continuité pour animer ensemble la question de la place de la culture en quartiers politique de la ville. Différents objectifs sont visés au sein de cette convention : renforcer l'articulation entre la politique de la ville et les politiques culturelles ; produire des regards pluriels sur les dynamiques culturelles dans les quartiers prioritaires ; capitaliser et diffuser de nouvelles connaissances sur l'action culturelle ; accompagner les logiques de réseau dans les territoires en politique de la ville.

A ce titre, des rencontres interdépartementales sont prévues sur trois ans : deux en 2025 pour la Nièvre et Yonne avec 81 participants d'une part, et le Doubs et le Jura avec 51 participants d'autre part. Les quatre autres départements de la région seront couverts en 2026, et 2027 sera l'occasion d'une réunion d'acteurs au périmètre régional.

Ces deux premières journées ont été l'occasion de réunir acteurs institutionnels et de terrain du champ culturel, du socio-culturel, de la cohésion sociale, de la politique de la ville et des élus. Elles ont créé un espace ouvrant sur de nouvelles collaborations, par leur opportunité de mise en réseau, mais également sur le partage d'un socle commun par des apports de contenu à travers divers retours d'expérience.

Par ailleurs, il y avait de longue date le souhait de faire honneur à un acteur discret mais souvent central en quartier, par son caractère de proximité géographique, de gratuité (ou presque quand ce n'est pas le cas) et le dynamisme de ses actions : les médiathèques-bibliothèques-ludothèques. Ce type d'équipement peut être en capacité de fédérer de belles dynamiques, et plusieurs retours d'expérience nous l'ont montré lors d'une journée régionale organisée en début d'année à Dole.

Ces journées sont aussi pour Trajectoire Ressources l'occasion de « prendre le pouls » des préoccupations des acteurs, et l'équipe travaille déjà à la construction de webinaires thématiques en écho à celles-ci.

Par ailleurs, 2025 a été une année de préparation d'un panorama des initiatives culturelles en QPV, qui visera à faire connaître ce que permet le champ culturel pour les acteurs des quartiers prioritaires.

Enfin, deux projets portés par des théâtres et ouvrant sur une expérience inter-quartiers sont mis en valeur à travers une « fiche expérience » parue début 2026.

Belfort et sa cité de la culture

Dans la suite de la dynamique installée en 2024, la mise en réseau et la qualification des acteurs culturels et socioculturels œuvrant en QPV sur Belfort s'est poursuivie. Cette année, une thématique ambitieuse a été mise au travail : les droits culturels. La mobilisation de l'expertise de l'association « Tôt ou t'Art » a été nécessaire pour comprendre et appréhender les différents champs que recouvrent les droits culturels lors d'une rencontre interactive. A partir de la charte de Fribourg, « Tôt ou t'Art » a proposé des échanges sur des pratiques de terrain, afin de déceler en quoi les acteurs mettent déjà en œuvre les droits culturels auprès de leurs publics, et également de révéler le chemin restant à parcourir. Les droits culturels se vivent sur un espace commun au culturel et au socioculturel, visant avant tout la dignité humaine par la reconnaissance des cultures de chacun. Ils se sont aussi avérés comme un puissant levier de pouvoir d'agir collectif.

Parole à ...

« Trajectoire Ressources, en tant qu'animateur du réseau des acteurs de la culture soutient déjà une dynamique territoriale (plusieurs journées culturelles à son actif !) par l'organisation de temps d'interconnaissance et de partage d'expérience entre des acteurs/les structures/politiques artistiques et culturelles et les associations de l'éduc. pop, les acteurs de l'ESS, activistes au sein des QPV. Rendre la chose « culture » vivante et mouvante, mettre en lumière des pratiques culturelles amateurs toutes aussi capable d'en assurer sa fonction ontologique. Enfin, un autre enjeu et non des moindres, qui mieux que Trajectoire Ressources, pour animer un réseau ? Je finirai par une citation de France A. « La culture, c'est aussi indispensable que boire et manger »



Myriam DAFRI
Administratrice de Trajectoire Ressources

GOUVERNANCE & ANIMATION TERRITORIALE

En chiffres

35
rencontres

1 698 participants

8
territoires impliqués

Des accompagnements territoriaux

L'animation et la qualification des acteurs aux enjeux de la politique de la ville passent par des partenariats à différentes échelles. Pour cela, les alliances et les coopérations avec une multitude d'acteurs sont à entretenir et à initier, en veillant au respect de l'équilibre territorial de nos interventions.

Des partenariats départementaux

En 2025, trois préfectures ou services déconcentrés départementaux de l'État ont signé une convention avec Trajectoire Ressources afin de bénéficier d'un accompagnement resserré : la Haute-Saône, l'Yonne et la Saône-et-Loire.

Pour la Haute-Saône, le partenariat portait sur deux axes. D'abord, l'appui aux démarches de labélisation des territoires qui souhaitent devenir Cité éducative. De plus, lors d'une journée, le vendredi 28 août 2025, des stands tenus par des partenaires ont été proposés afin de disposer à la fois d'un espace de valorisation mais aussi de rencontres permettant les interactions (questions-réponses, etc.) autour des enjeux de jeunesse sur le département. Des exposés et des pitches ont été proposés ainsi que des témoignages d'acteurs et de jeunes. 120 personnes se sont retrouvées et ont bénéficié d'un recensement des dispositifs et des structures permettant de lutter contre les inégalités, l'auto-censure, les déterminismes sociaux et favorisant l'inclusion des jeunes.

Pour l'Yonne, trois séquences ont jalonné l'année 2025. Le 1^{er} avril, un séminaire a permis d'affiner une culture de l'évaluation partagée entre les collectivités et l'État. Le 2 septembre, les acteurs se sont penchés sur la question de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité bénéficiant d'un retour d'expérience de la ville de Besançon. Le 18 novembre à Auxerre, le sujet de la laïcité a été abordé avec notamment la conférence intitulée « Diversité et cohérence dans la laïcité » par Guillaume JEHAANNIN, responsable du Diplôme Universitaire « Laïcité, religion, citoyenneté » à l'IUT Nord Franche-Comté et président de Trajectoire Ressources.

Pour la Saône-et-Loire, des appuis ont été fournis pour répondre à des demandes spécifiques. A Autun, une construction d'un temps de présentation du contrat de ville auprès des habitants



a été proposé. A Chalon-sur-Saône, un séminaire des acteurs annuel a été animé. À la CUCM et à Mâcon, un accompagnement des modalités de restitution du contrat de ville et de rencontres avec les habitants a été proposé.

A noter enfin, un échange entre les coordinateurs PRE et REP+ de l'Yonne et de Saône-et-Loire a été animé par le centre de ressources le 9 décembre 2025 au Centre social Le prieuré Saint-Martin à Autun pour travailler autour du défi « Faire vivre le droit à la santé ». Il s'agissait d'interroger les représentations, partager l'actualité nationale sur le projet des maisons MERE lancées par la ministre démissionnaire Juliette MEADEL et présenter des opérateurs en santé suivi par des échanges pour envisager de futurs partenariats.

Les interventions à l'échelle des EPCI

Trajectoire Ressources est auprès de certains territoires pour accompagner et/ou renforcer temporairement les ingénieries et pour expérimenter certaines démarches de pilotage et d'animation des contrats de ville.

Partenaire historique, Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) a bénéficié de l'appui de Trajectoire Ressources sur des temps réguliers pour penser et orienter la gouvernance, le pilotage et l'animation du contrat de ville. Deux journées ont donné une impulsion au réseau d'acteurs : le 25 juin lors d'une soirée consacrée aux formes de la participation citoyenne réunissant 80 habitants et acteurs associatifs, et le 23 septembre réunissant les signataires du contrat de ville pour mettre à l'honneur la mobilisation des politiques et des moyens de droit commun pour les quartiers prioritaires de la ville de PMA. Trajectoire Ressources s'est engagée également dans le conseil de développement (CODEV) de l'agglomération à la commission « Sport, culture et développement social ».

Nous sommes également intervenus à Grand Besançon Métropole où nous avons coanimé 10 ateliers de quartier (deux dans chaque quartier) afin de jauger des évolutions et des défis pour les projets de quartier. Nous avons engagé quelques échanges avec le service en charge du contrat de ville sur la mise en place de son évaluation à mi-parcours.

Avec le Grand Belfort, nous avons, à leurs côtés et en lien avec la préfecture, soutenu la construction et l'animation de leur séminaire annuel en politique de la ville. Cette journée a permis de réunir plus de 80 acteurs en quartiers populaires, afin de se qualifier sur la thématique de l'aller-vers, mais également de mettre en valeur les énergies et savoir-faire locaux •



Un cycle de qualification sur

Pour une politique de la ville efficace dans son rôle d'effet levier ou d'amplificateur des actions de droit commun, la coopération est un ingrédient essentiel à créer et à entretenir qui plus est dans un contexte marqué par des ressources en baisse. C'est en cela que Trajectoire Ressources a saisi l'opportunité des nouveaux contrats de ville pour proposer un cycle de qualification dédié aux coopérations territoriales.

Pourquoi un format cycle ?

La capacité de la politique de la ville à mobiliser le droit commun sera un des axes importants dans l'évaluation des contrats de ville. Aussi, il est apparu pertinent de qualifier les acteurs des quartiers sur de nouveaux outils favorisant la mise en réseau, ingrédient incontournable dans le travail en partenariat. Un cycle de qualification a ainsi été proposé sur l'année, maillé par différentes séquences articulées entre elles et visant une lecture par les acteurs de leurs enjeux de territoire via des outils graphiques participatifs, et l'appropriation de la méthodologie de leur déploiement pour une utilisation locale par la suite.

Ce projet spécifique s'est appuyé sur l'intervention d'Alexandre MOINE, du laboratoire de géographie « ThéMA » de l'université Marie et Louis Pasteur, et a également mobilisé les compétences internes à Trajectoire Ressources. Pour ce faire, le co-financement FSE+ a été déterminant afin d'allouer les moyens à ce projet structurant spécifique et plutôt inhabituel.

Un séquençage bien défini

Ainsi, l'acquisition de connaissances nouvelles s'est faite via le séminaire de lancement, puis avec des temps de rappel théorique à chaque séquence en présentiel. Les échanges entre participants ont également contribué à produire de la connaissance empirique. De plus, les ressources produites dans le cadre de la lettre d'information dédiée au projet, « Synergie territoriale », ont été rédigées de manière telle qu'elles permettent une montée en généralité et la facilitation de l'appropriation des « ingrédients » des bonnes pratiques en matière de coopération territoriale par les lecteurs, à des échelles variées allant de dispositifs européens, nationaux ou régionaux à des retours d'expériences très locaux sur l'ensemble de la BFC.



Des projets de territoire ont été travaillés d'une part en présentiel en « groupes territoriaux », constitués avec des participants issus de mêmes QPV, et d'autre part en distanciel en « groupes mixtes », constitués de participants venant d'horizons divers, les uns enrichissant les questionnements des autres.

Des scénarios prospectifs ont également été élaborés au fur et à mesure en groupes territoriaux et mixtes, et de manière plus spécifique lors d'ateliers de codéveloppement. De plus, à chaque session en présentiel ou distanciel, un temps était consacré à une projection de l'utilisation des outils, à partir notamment des premiers retours d'expérience des participants qui les avaient « testé » sur leurs territoires mais également à partir des idées de chacun.

Une interrogation collective au fil des séquences a eu lieu en direction des participants, afin de les amener à développer une réflexivité sur leurs pratiques et sur l'utilisation des outils. Ceci a également permis une évaluation au fil de l'eau de l'opérationnalité des outils dans le champ de la politique de la ville, et un travail de collaboration avec le prestataire-intervenant a généré des ajustements à chaque séance, afin que les apports de contenu soient le plus adéquats possible. Un temps de bilan lors de la

Les coopérations territoriales



dernière séquence en présentiel a également permis d'ancrer la mobilisation des outils dans le quotidien professionnel en se projetant collectivement dans diverses situations.

Un recentrage sur les dynamiques territoriales

Ce cycle de qualification a permis d'outiller différents professionnels, qui ont ou vont mobiliser les outils dans le cadre de leurs missions. Tout au long du cursus, les participants ont énoncé la tension existante entre complexité en matière de coopération territoriale et absolue nécessité de la mettre en œuvre dans le contexte actuel. Le cycle de qualification a ouvert sur une démarche collaborative et participative, qui prend en compte l'ensemble des regards. L'apport de l'intervenant, avec son expertise de géographe, a été particulièrement pertinent pour apprendre aux participants à « situer » (lieu, temporalité, missions) leurs réseaux. Cette clé de lecture était plutôt nouvelle pour les participants et a donné l'espoir d'un renouveau là où ils ont partagé des blocages parfois très enkystés •

Parole à ...

« Ces outils ont été pour moi une réelle source de renouvellement des animations des réunions acteurs de quartier à Belfort, permettant aux partenaires d'échanger différemment, de se connaître autrement et de sortir du traditionnel tour de table qui ennue tout le monde et est très souvent sans beaucoup de plus-value. Ils permettent également de parler du territoire autrement avec des entrées que certains acteurs n'évoquent jamais. J'ai hâte d'utiliser la frise temporelle pour engager des dynamiques différentes dans l'échange d'information et dans l'animation des territoires »



Véronique DUGRIVEL
Chargée de mission politique de la ville et droits des femmes
Ville de Belfort

Une formalisation des problématiques

Le centre ressources politique de la ville réactualise en permanence sa compréhension des problématiques du développement social et urbain. Pour cela, il peut s'immerger dans les territoires et/ou avoir une lecture plus quantitative ou comparative des transformations et des enjeux des quartiers prioritaires.

Des visites de terrain éclairantes

Initiées en 2023 par le conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, des visites de terrains ont été menées en 2025 afin de (se) rendre compte des transformations en cours et des enjeux saillants des territoires. Dès lors, deux visites ont été réalisées avec l'appui des services de l'État et des collectivités locales : le 13 mai dans le quartier des Pareuses à Pontarlier et le 27 mai 2025 dans le quartier des Champs Plaisants à Sens. Ces deux immersions ont permis de mettre en lumière quelques sujets « généralisables » :

- la dynamique de mobilité et les flux de population sur le bassin de vie qui impactent les quartiers prioritaires (et leur attractivité) ;
- la problématique des assureurs et des assurances lorsqu'il y a des dégradations voire des destructions et notamment quand les bâtiments ne sont pas livrés (exemple du centre social) ;
- la pertinence d'avoir un marché de quartier ;
- l'implantation et les problématiques de la durabilité des commerces ;
- les problématiques des déjections canines et des fientes de pigeons (régulation de la population également) ;
- le temps nécessaire pour redonner un avenir aux espaces libérés suite à la destruction d'immeubles.

La participation aux comités de réseau État

La DREETS de BFC anime tous les deux mois des temps d'échanges entre agents de l'État départementaux en charge de la politique de la ville. Cet espace est précieux pour partager des informations venant du national, pour décrypter les tendances

et anticiper les phases administratives et politiques et pour faire remonter des problématiques émanant des territoires afin d'en estimer une potentielle généralisation (le sujet présent sur tel territoire est-il présent sur d'autres ?).

Trajectoire Ressources a été sollicitée à quatre reprises pour intervenir lors des comités de réseau, dont un s'est déroulé en présentiel à Dijon. Lors de ces interventions, nous avons contribué en :

- collectant des besoins et sujets ;
- présentant notre programme de travail ;
- ouvrant certains sujets à partir de ressources disponibles (par exemple en décembre sur le thème de la sécurité et tranquillité publique) •

Parole à ...

“ Les visites de QPV, comme celle menée à Pontarlier, renforcent notre proximité avec les territoires et nous permettent de mieux saisir les réalités vécues. Elles favorisent des échanges directs avec les acteurs locaux, consolident les dynamiques partenariales et nourrissent une action régionale plus adaptée et plus efficace. ”



Clémence BEURET

Chargée de mission Centralités et Quartiers

Région Bourgogne-Franche-Comté

CHANTIERS EXPLORATOIRES

En chiffres

4
rencontres



43 participants

8
territoires impliqués



Les questions qui animent la politique de la ville et la cohésion sociale territoriale sont nombreuses. Le centre de ressources se doit donc, avec sa gouvernance et les partenaires, de faire des choix de sujets à suivre, à partir des critères de pertinence, de cohérence et de faisabilité. En 2025, plusieurs entrées thématiques ont été explorées et ont ouvert des chantiers pluriannuels.

Le retour de l'évaluation

La question de l'évaluation de la politique de la ville et des dispositifs est une opportunité pour saisir les effets des décisions prises par la gouvernance et les espaces de pilotage. Après la signature des contrats de ville en 2024, l'année 2025 a été marquée par le déploiement des opérations et des moyens. En parallèle certains territoires ont souhaité « ne pas prendre du retard » quant au suivi évaluatif du contrat de ville. Trajectoire Ressources a travaillé auprès de certains EPCI pour bâtir des méthodologies et pour commencer à collecter des données (via des indicateurs). L'évaluation à mi-parcours des contrats de ville sera probablement impulsée nationalement à la fin de l'année 2026 voire au début de l'année 2027... certains territoires auront déjà engagé leurs démarches !

Approfondir la question du handicap en QPV

Dès 2024, Trajectoire Ressources a choisi d'approfondir la connaissance des situations des personnes en situation de handicap, afin de mieux comprendre leurs besoins et d'agir pour une inclusion durable. En 2025, la question qui a guidé les travaux exploratoires sous forme d'entretiens et de capitalisation des données législatives ont permis de mettre en lumière quelques tendances autour des « effets de quartier » :

- des 23 contrats de ville de la région, 14 mentionnent le handicap dans des échelles et sujets de travail divers ;
- sur les chiffres des demandeurs d'emploi bénéficiant d'une Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH) et vivant en QPV ou sur les communes de référence : sept QPV concentrent entre 20 et 25% des demandeurs d'emploi bénéficiant d'une OETH, neuf concentrent plus de 25%, six en comptent plus d'un tiers, cinq quartiers rassemblent plus de 50% des OETH ;
- la mobilité réduite et la pauvreté amplifient les obstacles à l'accès aux droits et aux services essentiels, plaçant les personnes en situation de handicap dans une position de double peine ;



- les démarches administratives nécessaires à la reconnaissance du handicap sont jugées complexes, ce qui explique en partie un taux élevé de non-recours aux droits.

Réouvrir la question de l'égalité femmes-hommes

La marche vers l'égalité des femmes et des hommes relève d'un long processus historique dans lequel s'enchaînent les combats (et conquêtes) féministes, les actes politiques, les avancées législatives ainsi que des événements de la vie sociale qui bousculent l'opinion publique et accélèrent l'évolution des mentalités.

Dès 2024, Trajectoire Ressources a souhaité réexplorer le sujet via les ressources disponibles des CRPV et du groupe de travail national Égalité Femmes Hommes (EFH), et par la mobilisation des acteurs de la région ayant mené et/ou déployé des actions dans les QPV. Il ressort quelques points saillants qui ouvrent un approfondissement pour 2026 :

- l'analyse des données disponibles révèle une situation contrastée : si certains indicateurs connaissent une légère amélioration, les écarts persistants montrent que l'approche intégrée n'a pas produit les effets structurels attendus ;
- l'intégration de l'EFH dans les politiques locales des quartiers prioritaires se heurte parfois à des freins culturels et politiques. Certains élus, techniciens ou responsables associatifs craignent que des actions ciblant spécifiquement les femmes soient perçues comme une

remise en cause de pratiques culturelles ou religieuses, ou comme une stigmatisation de certaines communautés ;

- ces réticences se traduisent soit par un évitement du sujet, le choix d'actions « consensuelles » via des ateliers de sensibilisation généralistes, des événements festifs mixtes ou une autocensure institutionnelle.

à destination des délégués du préfet et des référents État ;

- événement départemental icaunais sur la laïcité, en lien avec l'anniversaire de la loi sur la séparation des Églises et de l'État, et réunissant des jeunes et des professionnels du social, du socioculturel, du sport, de la médiation, de la justice, de la culture •

Mieux appréhender les mobilités

On dispose aujourd'hui de quelques observations des pratiques sociales sur les déplacements et sur l'usage des transports au sein des quartiers prioritaires de la ville : l'immobilité est relative, la lenteur est plus marquée que sur la moyenne urbaine et la mobilité des habitants des QPV est plus vertueuse sur le plan écologique.

En 2025, Trajectoire Ressources a exploré le sujet des mobilités sous l'angle de l'accès à l'emploi et des déplacements internationaux via différents focus group et une analyse de la littérature disponible. Il en ressort quelques points saillants :

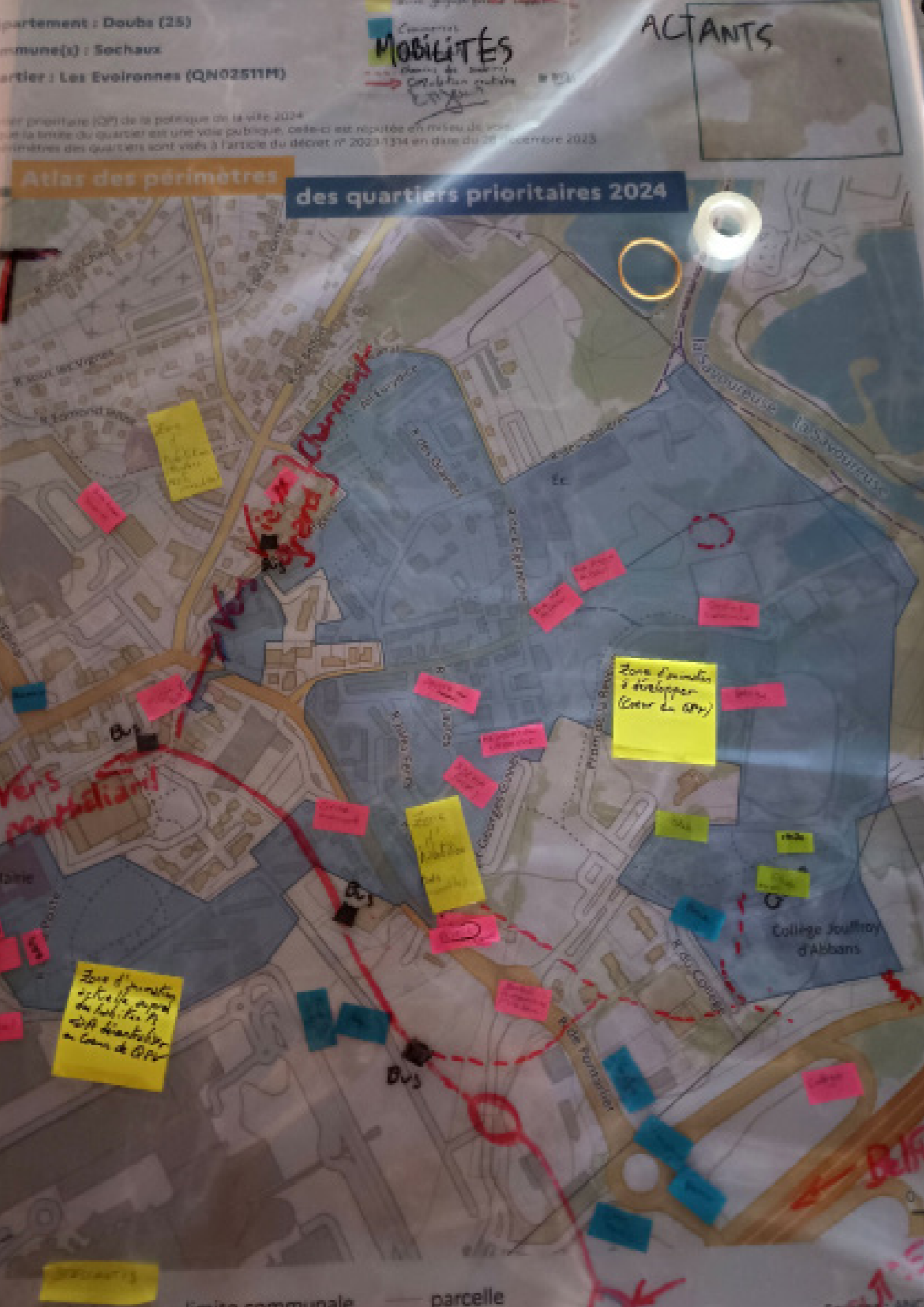
- sur les 23 contrats de ville signés dans la région Bourgogne-Franche-Comté, 21 territoires ont inscrit la question des mobilités comme un axe de travail à engager (ou à poursuivre) ;
- de nombreux freins à la mobilité pour l'emploi et l'insertion sont identifiés mais souffrent de ressources et de dispositifs dans la durée ;
- la mobilité internationale peut être un puissant levier d'émancipation individuelle et collective sous certaines conditions.

D'autres chantiers ouverts

L'année 2025 a été l'occasion d'approcher d'autres thématiques de travail, sous forme de webinaire, d'ateliers locaux ou de revues de littératures :

- animation de temps d'apport sur l'histoire et la dimension sociologique du sport dans les quartiers ;
- intervention sur les enjeux de la sécurité et de la tranquillité publique en politique de la ville en Bourgogne-Franche-Comté





INFORMATION COMMUNICATION

Site Internet

Newsletter

Réseaux
sociaux

Publications

Les centres de ressources politique de la ville disposent dans leurs missions socles d'un axe dédié à la capitalisation et à la diffusion de connaissances, de ressources... Cet axe constitue une fonction capitale dans notre programme de travail. Nous mettons ainsi un point d'honneur à produire de la ressource ou la collecter puis la communiquer aux différents acteurs de la politique de ville.

Trajectoire Ressources dispose de plusieurs supports issus de capitalisation et de valorisation d'expériences, d'actions, d'actualité et de connaissances. Ils sont diffusés à la fois aux acteurs de proximité mais aussi au-delà des frontières de la région et par le biais des différents canaux de communication : site Internet, réseaux sociaux, chaîne Youtube...

Le site Internet

5 283
utilisateurs



6 852
vues

Notre site Internet est la porte d'entrée pour comprendre davantage nos missions. Véritable vitrine, il offre aux usagers un large panorama de notre activité à travers différents accès : le territoire, les actions, les ressources, les rendez-vous... Une alimentation en continu est faite sur le site Internet.

Il permet également de retrouver l'ensemble de nos productions aussi bien écrites que visuelles. La rubrique « Nos productions » donne ainsi accès aux fiches expériences, aux synthèses des journées, aux replays de nos webinaires, etc.

En 2026, un travail sera entrepris sur le site Internet afin de mieux valoriser nos ressources et rendre plus facile l'accès pour les usagers.

« Ressources Info »



Support prégnant de Trajectoire Ressources, la newsletter intitulée « Ressources Info » est diffusée à l'ensemble de notre base de contacts. Ce support très apprécié par nos lecteurs fait le lien avec nos différents partenaires. Les contenus émanent principalement de l'association mais parfois d'autres acteurs. Elle permet de valoriser l'activité de notre centre de ressources mais aussi celle des acteurs de la région.

L'ensemble des numéros de la newsletter est disponible sur notre site Internet.

2 767
abonnés

22
lettres parues

Les réseaux sociaux

Trajectoire Ressources possède deux pages officielles sur les réseaux sociaux :

- LinkedIn, ce réseau social professionnel génère des flux de visites directs, créer plus de visibilité et de contenu et de générer du trafic, c'est à dire de drainer de nouvelles visites ;
- Facebook, en complément de la page LinkedIn, atteint d'autres types d'acteurs (associations et habitants).

Nous communiquons principalement sur nos actions au quotidien et quelques fois sur la vie interne de l'association. Nous sommes aussi un relais de l'actualité de la politique de la ville.

Nous suivre : Trajectoire Ressources – Centre de ressources politique de la ville BFC



3 947
abonnés



11 651
vues

2 019
réactions

1 287
visites

Les publications

Nous produisons plusieurs ressources qui font parfois l'objet de publications spécifiques et qui peuvent être réalisées en partenariat avec d'autres acteurs.

Découvrez une partie de nos publications présentées à la page suivante.

Les vidéos

Parmi nos différents supports de communication, nous réalisons ponctuellement des vidéos. Du replay de temps régionaux à des éclairages thématiques, ou encore des retours sur des événements... les sujets sont variés.

Nos réalisations en 2025 :

- replay « Oxygène » :
 - ◊ Oxygène #24 : Comprendre la mobilité en situation de pauvreté et précarité ;
 - ◊ Oxygène #25 : QPV & inclusion des personnes LGBTQIA+ : comprendre, agir, transformer ;
 - ◊ Cycle de webinaires destiné à la gestion urbaine et sociale de proximité.

- « Aftermovie » autour du cycle de qualification l'intelligence territoriale au service des habitants en QPV de Bourgogne-Franche-Comté

- « Accessibilité alimentaire en QPV : quels outils pour y parvenir ? », vidéo réalisée dans le cadre d'une rencontre régionale afin de montrer les défis que doivent surmonter les habitants des QPV pour parvenir à se nourrir durablement et sainement compte tenu de leurs revenus.

L'ensemble de nos vidéos est disponible sur notre chaîne Youtube : Trajectoire Ressources.

Du côté du Réseau National

Depuis plusieurs années maintenant, les chargés d'information et de communication au sein du RNCRPV travaillent conjointement en mutualisant leurs pratiques. Au quotidien, cela se traduit par l'utilisation d'outils communs à destination de nos publics en externe comme en interne :

- Scoop.it : le panorama de presse (écrite, audio et vidéo) dédié à l'actualité nationale de la politique de la ville ;
- COSOTer : la base documentaire du réseau national des centres de ressources sur le champ de la cohésion sociale et territoriale ;
- Le portail du RNCRPV : le site Internet vitrine, une plateforme unique autour de l'activité du réseau (agendas, publications...);
- La chaîne Youtube du réseau : les replays des webinaires proposés par les différents GT y sont disponibles.

16 339
visiteurs
sur Scoop-it

60 225
pages visitées
sur Cosoter

3 170
utilisateurs
sur le portail

1 558
vues
sur Youtube

Les publications

Journal des Acteurs de la Ville

Le Journal des Acteurs de la Ville (JAV) met en valeur celles et ceux qui, au quotidien, innovent et mettent en œuvre des actions singulières au plus près des habitants des quartiers prioritaires. Autour d'une thématique spécifique et/ou en lien avec une rencontre organisée, ce journal donne des apports sous différents angles.

En 2025, deux numéros sont parus.

La gestion urbaine et sociale de proximité

La gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) vise à améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers. Elle se base sur une intervention interpartenariale des acteurs concernés. Son origine (initialement intitulée GUP) remonte dans les mêmes temps que la politique de la ville au début des années 80. La GUSP a connu une nouvelle impulsion avec la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 7^{er} août 2003. Aujourd'hui, les sujets traités par cette démarche sont multiples et impliquent différents partenaires de la cohésion sociale et de l'urbain. Par ailleurs, la GUSP c'est aussi des méthodes de travail et des défis qui peuvent se poser spécifiquement à chaque territoire.

La sécurité et la tranquillité publique

La tranquillité publique et plus largement la sécurité est un droit pour l'ensemble des habitants du territoire, pouvoir jouir de ces libertés individuelles dans le respect de celle des autres. Dans les quartiers prioritaires, elle est souvent pointée du doigt par les habitants et les institutions qui évoquent différentes formes d'insécurité.

Le Comité interministériel de la ville de 2021 soulignait que 26 % des habitants des QPV se sentaient en insécurité, contre 10 % sur le reste du territoire, avec des territoires qui sont malheureusement souvent le terrain de jeu pour les trafics de drogues et des effets néfastes qui en découlent. Ce numéro est axé autour des enjeux de tranquillité et de sécurité pour montrer que des actions sont réalisées dans les territoires de la politique de la ville.



Les numéros sont à lire et à relire sur notre site Internet, onglet « Les ressources », rubrique « Journal des acteurs de la ville ».

Fiches ressources

Parmi les supports de communication de Trajectoire Ressources, nous retrouvons les fiches ressources. Ces publications au format court mettent en lumière soit un retour d'expérience, d'une action inspirante, d'acteurs et/ou de structures (fiche expérience) soit un dispositif national (fiche dispositif). Elles peuvent aussi éclairer sur un sujet plus précis. La fiche ressources n'a pas vocation à entrer dans un détail de l'action mais davantage à donner envie aux lecteurs d'aller plus loin et d'en savoir un peu plus.

En 2025, sept fiches ressources ont été publiées et sont en libre accès sur notre site internet, onglet « Les ressources ».

Fiches expériences :

- Quand l'agriculture urbaine s'invite dans les quartiers
- Vous avez dit médiateur en santé ?
- Le Vir'go, outil de médiation sociale
- Des « arbres à palabre » pour apprendre à s'exprimer
- MIAM : construire un projet alimentaire de territoire

Fiches dispositifs :

- la Coopérative des solutions – Coopérer pour faire reculer l'illettrisme ;
- les villes européennes coopèrent.

Fiches CEQ 30

Comme en 2024, Trajectoire Ressources a produit des fiches thématiques à partir d'une analyse croisée des 23 contrats de ville « engagements quartier 2030 ». Le travail a débuté par le repérage de la thématique avant d'en faire une analyse comparative via différentes questions : le sujet est-il présent de manière transversale ou a-t-il un axe dédié ? Est-ce un sujet relié à d'autres enjeux ? Est-ce qu'un plan d'action a été défini ? Etc.

Cinq thèmes ont été publiés en 2025 :

- le vieillissement ;
- l'emploi ;
- la gouvernance, l'animation et le pilotage ;
- les transitions ;
- la sécurité.

D'autres thématiques publiées en 2024 ont fait l'objet d'une note augmentée par des références historiques et des exemples de terrain.

Pour Trajectoire Ressources, il est important de préserver l'ensemble de ces documents pour s'en servir comme repère lors des évaluations à mi-parcours et finales.

Les publications



Perspectives 2026...

La politique de la ville rentrera en 2026 dans une séquence de réajustement des contrats de « Engagements quartiers 2030 » : les exécutifs locaux seront renouvelés et les évaluations à mi-parcours s'enclencheront pour permettre en 2027 de faire les réglages nécessaires aux contrats de territoire. Trajectoire Ressources soutiendra les démarches engagées en ce sens et continuera d'animer des réseaux, de qualifier et de diffuser les connaissances sur différentes entrées thématiques.

Animer, qualifier, partager

Trajectoire Ressources sera en 2026 un acteur régional du développement social et urbain qui fera la promotion d'une conception de l'action publique de l'ensemble des politiques locales (décentralisées et déconcentrées) afin de réduire les inégalités. Nous continuerons d'insuffler de nouvelles pratiques plus horizontales de l'intervention sociale, impliquant tous les acteurs locaux dans le développement d'initiatives (culturelles, éducatives, festives, sportives, d'habitat...). Nous agirons pour valoriser les formes de solidarité et de citoyenneté active.

Concrètement, durant l'année 2026, nous mobiliserons nos savoir-faire en matière d'animation de réseaux, de qualification, d'expérimentation et de diffusion des savoirs et connaissances sur de multiples sujets et axes :

- contribuer à l'animation nationale de la politique de la ville ;
- informer et documenter les acteurs de la politique de la ville qu'ils soient élus, usagers ou techniciens sur les transformations sociales et urbaines en cours ;
- se donner des modalités de co-construction et de dialogue permanent entre les habitants et les acteurs institutionnels en politique de la ville ;
- aborder la question des transitions socio-écologiques via l'alimentation, les espaces liminaires et les îlots de chaleur ;
- mettre en réseau les acteurs pour diffuser les retours d'expérience et mettre en débat autour des questions éducatives ;
- aborder la question du numérique et en particulier le sujet de l'intelligence artificielle ;
- proposer des espaces d'échanges entre les employeurs de médiateurs adultes-relais pour une meilleure acculturation du dispositif ;



- sensibiliser davantage et créer du lien entre les acteurs au sujet de l'égalité femmes-hommes ;
- renforcer la capacité d'animation et de gouvernance participative des territoires autour du dispositif du FPH ;
- dépassionner le débat autour des questions de sécurité et de prévention de la délinquance ;
- mobiliser les acteurs de la santé mentale pour la politique de la ville ;
- innover dans l'ingénierie de l'action culturelle pour faciliter l'accès à la culture.

Soutenir les ingénieries

L'évaluation intermédiaire des contrats de ville « Engagements quartier 2030 » démarrera dès l'année 2026 : le CRPV régional accompagnera les acteurs de la politique de la ville (délégués du préfet et agents de l'État, chefs de projets communaux et intercommunaux), du droit commun, du tiers secteur associatif, des habitants et de l'ensemble des organisations qui souhaitent agir pour réduire la fracture territoriale entre les quartiers prioritaires

...Perspectives 2026

et le reste de leurs aires urbaines. Cette phase s'appuiera sur le travail engagé lors des évaluations finales des derniers contrats de ville (2015-2023) et de la phase de contractualisation de l'année 2024. Le CRPV proposera des rencontres régionales et/ou interdépartementales GAP (Gouvernance, Animation, Pilotage) pour aborder les questions d'ingénierie.

Trajectoire Ressources appuiera également l'évaluation finale de différents dispositifs et labels qui arriveront à échéance dans de nombreux territoires : les Cités éducatives seront particulièrement concernées.

Une suite sera également proposée au projet soutenu notamment par le FSE + sur « l'intelligence territoriale au service des habitants des QPV », en modélisant les outils de coopération territoriale découverts et expérimentés durant l'année 2025. Nous continuerons de renforcer la capacité d'analyse territoriale des acteurs via une approche collaborative et participative qui a fait ses preuves.

Enfin, le CRPV soutiendra les ingénieries régionales, départementales et locales via différents formats de travail : des séminaires locaux, des temps de qualification sur des aspects spécifiques de la mise en œuvre du développement social et urbain.

2026, une année de rendez-vous

L'année 2026 sera aussi marquée par plusieurs rendez-vous pour Trajectoire Ressources.

Chaque année le regroupement annuel du Réseau national des centres de ressources politique de la ville se tient dans une région différente. L'occasion pour les participants de découvrir aussi les



spécificités des territoires. En 2026, les équipes viendront durant trois jours en Bourgogne-Franche-Comté : nous avons l'honneur d'être le CRPV accueillant au côté de l'équipe de préparation de cet évènement.

2026 signera aussi, une date anniversaire pour notre structure : 20 ans déjà que Trajectoire Ressources accompagne les acteurs de la Bourgogne-Franche-Comté. Un moment fort se tiendra en fin d'année pour célébrer cette jeune vingtaine ! ●



Siège

Maison des métiers de la ville
13 avenue Léon Blum
25200 Montbéliard
06 73 01 26 25
contact@ressources-ville.org

Antenne locale

Maison de l'Économie Sociale et Solidaire
7 rue Léonard de Vinci
25000 Besançon

www.ressources-ville.org



Accès au portail : www.reseau-crpv.fr